L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N° 124 - Vendredi 6 décembre 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



Saga France

Collection Archives Nationales

VOTRE COURRIER

On a beaucoup dit et écrit que les courants, c'est la force du PS. Actuellement, on peut en douter. Ces fameux courants, trop structurés, trop nombreux, sont des partis dans le Parti et cela pose une question toute simple : ne serions-nous pas en train de nous saborder ?
Les querelles de chefs sont une source, quasi permanente, de division. C'est un frein aux adhésions. Choisir entre tous ces clans, plus ou moins en désaccord, est assez rebutant.
Même les militants de base, plus ou moins informés, sont découragés et se demandent, parfois, à quoi ils servent... en dehors des cotisations !
A chaque élection, au lieu de choisir les meilleurs, ceux qui ont le plus de chance d'être élus, il faut avoir recours à la règle à calcul pour déterminer les places qui reviennent à tel ou tel courant. Et tant pis si on perd ! C'est dérisoire. Il serait temps de ne plus gaspiller notre énergie dans des luttes internes qui ne mènent à rien de vraiment constructif, qui minent l'avenir.
Nous avons tellement mieux à faire en nous serrant les coudes ! Faute de le comprendre à temps, nous risquons de le payer au prix fort par la faute de certains de nos trop brillants dirigeants.
Henri Boijaud - Feytiat (87).

■

La France est triste, lasse, les jeunes sont anxieux. Les électeurs tournent le dos aux urnes. Ils se disent : "A quoi bon ! Ils sont tous pareils ! Quand on pense à nos anciens et mêmes à nos aïeux, à leurs luttes acharnées pour obtenir enfin le suffrage universel !"
La France est coupée en deux : droite et gauche en duel permanent depuis des décennies. Hélas ! Rien n'avance... On pense aux élections, aux combinaisons politiques et surtout à la meilleure marche à suivre pour se faire élire : pouah ! Pour certains, c'est d'ailleurs leur profession !
Ah, si tous les parlementaires et le gouvernement (tous gens compétents, d'ailleurs) voulaient réellement et conjointement, raisonnablement, pour le bien de tous, enfin, s'accrocher, s'agripper aux grosses difficultés de notre pays, comme ce serait beau ! Je souhaite que tout change dans le bon sens, car je pense à mes petits-enfants qui ont vingt ans et qui commencent à regarder cette France "bizarre" qui s'ouvre devant eux.
Marcel Pendulf - Crozon (29).

■

Je n'adhère pas au Parti socialiste. J'ai récemment souscrit un abonnement à "Vendredi" que des amis m'avaient fait envoyer pendant quelques semaines. Cet hebdomadaire me redonne espoir dans un possible renouveau du socialisme français qui ne peut se faire, c'est une évidence, qu'à partir du Parti socialiste. Il me semble cependant que certains militants seraient bien inspirés de réfléchir à l'idée de "justice, première vertu des institutions sociales", développée par Rawls et commentée dans le récent article de Bernard Chaouat. Nous connaissons hélas trop de cas de "sympathisants" incompétents placés à des postes de responsabilité ou d'enseignants directement "recrutés" en dehors des commissions démocratiques devant légalement se charger de cette tâche (pour ne citer que des exemples qui me sont proches). L'idée de justice est fondamentalement associée à l'idée de socialisme. C'est aussi pour avoir oublié cela que l'Union Soviétique n'existe plus. La majorité de la gauche française a soif de justice, "Vendredi" peut-il continuer à l'aider à imposer ce message ?
Claude Jacq - Gometz-le-Châtel (91).

■

J'ai lu attentivement la lettre envoyée aux militants pour qu'ils paient l'abonnement à "Vendredi".
Tu nous demandes de nous conduire en militants responsables. Je crois que le militant de base, qui n'a aucun mandat d'élu, s'interroge davantage pour savoir s'il doit conserver son adhésion au PS. Que constate-t-il actuellement ? Des élus, qui ont souvent un mandat important, démissionnent, ça prend même actuellement une allure d'épidémie. Il nous semble à nous qu'ils abandonnent le combat au sein du Parti avec une certaine lâcheté. Dans mon département, la presse m'apprend que derrière un élu, c'est toute une section qui démissionne parce qu'une conseillère régionale sortante n'est plus sur la liste en position éligible (courant Chevènement), comme si le PS était d'abord une machine électorale et rien autre, alors que l'exemple devrait venir des élus. Mais ils préfèrent la solution facile avec son caractère émotionnel : la démission.
Personnellement, j'ai essayé de continuer le combat socialiste, mais vais-je, à 72 ans, en avoir encore le courage, d'autant plus que c'est encore les militants de base qui sont sollicités pour payer ?
Pour ma part, j'attendrai le déroulement du congrès extraordinaire pour prendre ma décision. Si le congrès rehausse le Parti, qui est actuellement au plus bas, je resterai. Il faut pour cela que les "notables" (je ne voudrais pas dire "les éléphants") conservent au débat sa dignité, s'écartent des affrontements suspects. Ce congrès me semble une dernière chance : après l'effondrement du communisme, les congressistes auront-ils le courage, et la volonté, de nous épargner l'effondrement du socialisme démocratique en France ? Depuis Rennes, beaucoup de militants ne croient pas que le PS ait changé et, dans un combat pour sa survie, trop d'élus manquent de courage et abandonnent le navire en détresse.
Pourtant, le Projet socialiste, même s'il est trop long, est un document remarquable. Mais faudra-t-il encore que le PS mette ses actes en rapport avec son Projet, et sorte enfin de certaines contradictions même s'il existe "une intelligence de la contradiction et du pluralisme". Unité et cohésion exigent des choix clairs : il ne suffit pas d'écrire que "le compromis est le mode privilégié d'une régulation sociale et politique" si, sur le plan interne de la vie du Parti, le compromis ne se réalise pas sur des questions aussi capitales que la discussion du Projet lui-même mais, également, le mode de scrutin aux législatives et la réforme des institutions, de même que de consacrer tant de place à la crise finale et à la faillite du communisme pour revenir ensuite à une stratégie d'union de la gauche dans laquelle le socialisme démocratique du PS et le socialisme démocratique "à la française" de Georges Marchais créeraient une confusion fatale à la survie du PS.
C'est bien dans la charte qu'il faudra mener le débat avec l'idée qu'il doit y avoir une morale en politique et que l'échec serait la disparition du PS comme principal parti de la gauche, à cause de l'émiettement des forces qui doivent se rassembler autour d'un Projet qui nous apporterait de nouvelles raison d'espérer.
Georges Comte - Bourg-en-Bresse (01).

■

Il me semble que si nous avions une attitude valorisante, dans toute activité, nous ne mettrions pas trois mois et plus pour constituer par exemple une liste encore qu'incomplète pour les futures régionales, quand une assemblée suivie d'un vote suffirait. La pollution de nos esprits est une réalité. Il serait bon que nous en prenions conscience car, sans cette conscience, nous sommes orphelins de nos valeurs, des valeurs, qui seules, nous différencient d'une droite même "progressiste". Le nombrilisme de la valeur et, donc, du progrès chez la droite est tel qu'il conduit le pays à une majorité des Verts et une opposition dirigée par l'extrême droite. Voilà vers quoi nous tendons si, nous-mêmes, nous nous ignorons.
Dois-je préciser que tout mon espoir se fonde sur le Projet, un Projet tout orienté vers une réelle prise de conscience ?
Si nous considérons que le progrès est une valeur fondamentale en soi, que ce progrès est à l'origine de la persistance de notre univers même, nous trouverons les ressources pour nous remettre sur les rails.
Si, au contraire, nous continuons de fonder notre existence sur un présent nombriliste, les valeurs dictées par des intérêts mercantiles tout au bénéfice des uns, excluant les autres, fondent la société sur la seule morale, dans une optique de préservation des privilèges, au lieu des valeurs qui elles seules conduisent au progrès, et cette gauche qui se voudrait gauche, n'aura plus de raison d'être et cédera sans tambour ni trompette à plus sérieux qu'elle.
Evitons tout cinéma, regardons les choses en face, publicité, prosélytisme, tout racolage frise l'indécence et engendre des effets pervers par un discrédit non pas uniquement du politique mais aussi et surtout d'un manque de repères réel des individus eux-mêmes.
Il importe de développer une ligne de conduite explicite et garantie par un comportement adulte, un ensemble d'actes concordants pour gagner en crédibilité et en confiance. Cela ne se fera qu'à travers une démarche collective. Une hirondelle ne fait pas le printemps. Les brebis galeuses ne sont véritablement galeuses que si la gale existait déjà. Une telle brebis, cela se guérit, la gale, en revanche, il faut la prévenir.
Gérard Erny - Mulhouse (68).

■

J'ai lu avec intérêt le détail des mesures prises récemment par Martine Aubry, ministre du Travail ("Vendredi" n° 119) et concernant les réductions d'impôt dont peuvent bénéficier les personnes employant un salarié à leur domicile. Que ces avantages fiscaux bénéficient à des personnes âgées ou handicapées ayant recours à un salarié pour leur venir en aide, rien de plus équitable. Cette mesure s'inscrit d'ailleurs dans une politique de soins à domicile. Il serait même souhaitable que cette mesure soit étendue aux familles qui, elles-mêmes, hébergent et prennent en charge leurs parents âgés. Ce qui n'est pas le cas actuellement.
En revanche, élargir ces avantages fiscaux à des personnes qui embauchent un salarié pour leur "confort personnel" ce qui, dans ce cas, ne peut s'adresser évidemment qu'à des personnes ayant des revenus confortables, me heurte en tant que militant socialiste. Allez donc expliquer cette mesure à des personnes aux revenus modestes qui n'ont pas les moyens de se faire aider dans leurs travaux de la maison...
Robert Prive - Saint-Herblain (44).

■

En juin 1989, la municipalité de Nantes -nouvellement élue- décidait de parrainer la ville roumaine de Cluj-Napoca, la capitale de la Transylvanie. Bien lui en prit ! La révolution de décembre 1989 et l'ouverture qui s'est ensuivie a permis de concrétiser très vite des actions de solidarité, tant municipales qu'individuelles. A des titres divers -journalistes, médecins, enseignants, touristes...- de nombreux Nantais et Nantaises sont allés en Roumanie, et plus particulièrement à Cluj. Des liens d'amitié se sont noués ici et là-bas... où tout est à faire.
L'Association Nantes-Cluj s'est constituée avec l'objectif de mieux faire connaître Cluj, de coordonner les différents projets, de promouvoir une association Cluj-Nantes, de favoriser les échanges. Vaste programme !
A la mesure de nos moyens, nous organisons -du 16 au 20 décembre 1991- une "semaine culturelle roumaine".
Association Nantes-Cluj - Nantes (44).

Semaine culturelle roumaine de Nantes : conférences, lecture de poèmes, projection de films, débats. Du 16 au 20 décembre.
☎ 40.30.87.30

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92), Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)
Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Tavernier / AFP et Sipa-Sport (couv.), A. Lebot / Gamma (p. 3) ; D.R. (pp. 3 et 22) ; A. Selders (p. 7) ; J. Sutton / Gamma (p. 10) ; P. Alix / Sipa-Press (p. 14) ; Malanca / Sipa-Press (p. 15) ; Explorer (p. 16) ; F. Rojon / AFP (p. 17) ; D.R. (p. 18) ; Birgit (p. 19) ; D.R. (p. 20) ; J. Da Lunha (p. 20) ; Studio Harcourt / Ministère Culture (p. 20) ; D.R. (p. 21) ; M. Szabo (p. 21) ; A. Corbijn (p. 21) ; J.-P. Fizet / Sygma (p. 23) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE
4 Le Projet et les militants
5 • J.-C. Cambadélis : contre le national-populisme
• Pierre Mauroy
6 • La gauche de demain
• Intellectuels en Europe

IDEES
7 • Jürgen Habermas
• Saga France

EUROPE
8 • L'avenir de l'Europe se joue à Maastricht
• La construction européenne
9 • Croissance et emploi
• L'Europe et la guerre en Yougoslavie
10 L'Europe sociale

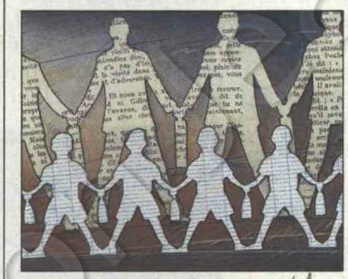
11 à 13 DOSSIER
Formation des enseignants
11 I.U.F.M. : attention, chantier !
12 André de Peretti : "Non à la trahision des clercs"
13 • Pendant les travaux, les cours continuent
• Doit-on payer les élèves professeurs ?



▲ Le Projet et les militants (p.4).



▲ L'avenir de l'Europe se joue à Maastricht (pp. 8 à 10).



▲ Formation des enseignants (pp. 11 à 13).



▲ Max Ernst : le jardinier des rêves (p. 22).

ECONOMIQUE/SOCIAL
14 • Déficit de l'UNEDIC
• L'indemnisation des transfusés
15 Les états généraux de l'opposition

REGIONS
16 • Strasbourg centre
• Plan pour l'agriculture
• Les ports français

INTERNATIONAL
17 La démocratisation s'engage au Mali

CROQUIS
19 • Claude Estier
• Virgil Tanase
• Le dessin de la semaine

CULTURE
20 Livres et disques à offrir
22 • Max Ernst
• "Le Pas suspendu de la cigogne"
• Télévision

INVITEE
23 Fanny Ardant

■ "QUELLE DEFENSE POUR LA FRANCE ?" ■

Débat organisé par la commission Défense d'Espaces 89 .

Avec la participation de
Pascal Boniface, DIRECTEUR *de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS),*
GENERAL **Etienne Copel,**
Jean Klein *de l'Institut français des relations internationales (IFRI),*
François de Rose, ANCIEN AMBASSADEUR *de France,*
et -sous réserves-
Jean-Michel Boucheron, DEPUTE *d'Ille-et-Vilaine*
et **Guy-Michel Chauveau,** DEPUTE *de la Sarthe.*

Débat animé par **Paul-Marie de La Gorce,**
DIRECTEUR *de la revue "Défense nationale".*

Le 11 décembre à 19 heures,
Maison de l'Amérique latine, 217 boulevard Saint-Germain,
75007 Paris. ☎ 42.89.52.97

LA TIRELIRE D'EDOUARD

Balladur nous a fait, dimanche soir, une belle démonstration de son savoir-faire. Il propose que les entreprises ne soient plus assujetties au paiement des cotisations familiales. Mais le montant de cette économie serait versé aux salariés qui seraient "invités" à souscrire une retraite par capitalisation pour assurer leurs vieux jours.
Précision non fournie par l'ancien ministre : qui paiera alors les 150 milliards ? Sans doute l'Etat, c'est-à-dire les contribuables. Etonnant, non ?

J.R.

CONGRES DU PS

le Projet et les militants

La discussion sur le Projet qui a animé les sections du PS au cours des dernières semaines se termine ce week-end par le vote dans les congrès fédéraux. Au centre des préoccupations des militants : l'emploi, les institutions, l'Europe. De quoi nourrir le débat du congrès du 13 au 15 décembre.

Les congrès socialistes se suivent et ne se ressemblent pas. Si celui de Rennes avait été préparé dans le tumulte, le congrès extraordinaire qui se déroulera du 13 au 15 décembre à La Défense (Paris) a connu une phase de discussion interne beaucoup plus discrète. Il s'agit aussi d'une première : jamais le projet n'avait été soumis au vote des militants, ni adopté en congrès. "Enfin, on discute d'idées et non de dirigeants !", a-t-on entendu dans des réunions de section. Jeudi dernier, la direction du PS s'est réunie en pour une dernière mise au point et, le week-end prochain, se tiendront les derniers congrès fédéraux. Au centre du débat : le Projet. Sa version définitive, ainsi que les amendements et les contre-projets, ont été discutés dans les fédérations pendant un mois. Un délai jugé trop court par de nombreux militants compte tenu, notamment, de la densité du texte présenté par la direction du PS, plus de cent pages et pas loin de cent vingt propositions.

UN AUDITOIRE RECEPTIF

Dans l'ensemble, les responsables des divers courants qui ont animé des réunions dans les sections ont trouvé un auditoire très réceptif au débat de fond. "Les militants veulent d'abord qu'on les rassure et qu'on fasse preuve de volonté offensive, remarque Jean Le Garrec. Ils sont surtout intéressés par les questions économiques et sociales. Ils ne sont pas forcément résignés ; ils ont conscience que les marges de manœuvre sont faibles mais ils veulent surtout comprendre. Ils ont trop souvent des informations erronées sur la pauvreté ou le pouvoir d'achat, par exemple." Pour Jean-Luc Laurent (Socialisme et République) "l'emploi revient sans arrêt". Et il ajoute : "Les militants que je rencontre pensent que nous ne nous sommes pas donné les moyens de résoudre cette question. Ils trouvent dans le Projet des passages qui les intéressent mais considèrent surtout que ce texte justifie la politique menée depuis 1981. Ils ne voient pas sur quoi cela peut déboucher concrètement. C'est pourquoi la refondation de la gauche avive leur curiosité."



▲ *Bientôt un an, que les militants s'impliquent... "Enfin, on discute d'idées et non de dirigeants."*

Le jospiniste Pierre Moscovici constate lui aussi que la base éprouve une "grande satisfaction" à débattre sur des sujets de fond. "L'aspect complexité du Projet attire les militants car c'est nouveau pour eux mais, en même temps, on sent qu'ils attendaient des propositions plus mobilisatrices. A l'égard de la politique économique, ils expriment des sensibilités différentes. Les milieux populaires sont plus déçus que les classes moyennes. La discussion se polarise également sur les institutions et l'Europe. Sur ces deux sujets, il faut beaucoup expliquer et faire de la pédagogie."

Marie-Noëlle Lienemann se trouve confrontée aux mêmes questions : "Les militants se moquent de la durée du mandat présidentiel, que cela soit un quinquennat ou un septennat. Ils préfèrent qu'on redonne plus de pouvoir au Parlement. Ils se demandent également si nous avons vraiment intérêt à faire entrer le Front national à l'Assemblée nationale. Enfin, ils s'interrogent : un retour dans l'opposition ne nous ferait-il pas du bien ?"

CORPS DE DOCTRINE

Loin de cultiver le fatalisme, Jean Le Garrec préfère ouvrir des perspectives dépassant le cadre étroit du congrès : "Au soir du 15 décembre, 'est une nouvelle étape qui commence. A partir du Projet, il faut continuer à faire vivre le débat." Une orientation qui devrait être d'autant plus facile à mettre en pratique que le texte proposé par la direction du PS devrait recevoir une large approbation. Facteur d'homogénéisation, le Projet constituera le corps de doctrine de la grande majorité du Parti sur lequel s'appuieront les socialistes pour préparer les prochaines échéances électorales. A la veille des régionales, il devrait permettre au PS de se rassembler après les divisions qu'a entrainées la polémique sur la réforme de la loi électorale. Actuellement, l'instauration d'un nouveau mode de scrutin n'est plus à l'ordre du jour au PS. L'affaire pourrait refaire surface après les régionales. En attendant, place au débat d'idées. Ce n'est pas superflu. Y compris pour gagner des élections...

Jean-Pierre Bedeï

LA LUTTE CONTRE L'EXTREME DROITE

Jean-Christophe Cambadélis : "Construire un rapport de force"

Le 7 décembre, Jean-Christophe Cambadélis, député socialiste de Paris, organise des états généraux contre le national-populisme. Il explique le sens de cette initiative qui fait suite à une série de meetings contre le Front national.

Qu'attendez-vous de ce rassemblement contre le national-populisme ?

Jean-Christophe Cambadélis. Le but de ces états généraux (1) contre le lepenisme est d'organiser la convergence des associations qui luttent contre le Front national, tant à l'échelon national qu'à celui des quartiers, afin de créer une coordination des analyses et des actions. Dans la foulée des meetings qui ont rassemblé, en province comme à Paris, beaucoup d'hommes et de femmes de gauche, nous voulons construire un rapport de force dans la lutte contre le FN, selon le principe d'un engagement sans préalable, le plus unitaire et militant possible.

Les états généraux doivent déboucher sur une adresse au pays appelant les Français à travailler au sursaut démocratique. Pplus personne ne pourra dire : "Je ne savais pas". Nous préparerons également la manifestation du 25 janvier contre le racisme. Si ces efforts ne se traduisaient pas par un coup d'arrêt à la progression du FN aux élections régionales et cantonales, nous organiserions ensuite une grande manifestation.

La représentation du Front national à l'Assemblée, s'il y a une modification du mode de scrutin, permettrait-elle de mieux combattre l'extrême droite ?

Je refuse de me situer dans ce cadre-là car je ne veux pas me déterminer par rapport au Front national. La vraie question est celle de l'abstentionnisme. Comment modifier la relation entre le citoyen et le système démocratique ? Voilà l'interrogation de fond à laquelle nous devons répondre. Comment ? Il faut revoir les institutions. Elles ont été instaurées pour régler la question coloniale. Aujourd'hui, il leur faudrait plus de souplesse afin de s'exprimer dans un système plus démocratique qui puisse renforcer la participation du citoyen et s'élargir au plan européen.

Pourquoi la gauche éprouve-t-elle autant de difficultés à contrer Le Pen ?

Tout a été tenté pour contrer Le Pen. Mais l'effacement de la référence nationale dans le discours, la disqualification définitive du communisme, la difficulté de rendre concrète pour le citoyen la construction de l'Europe, la victoire du libéralisme en économie ont rendu imperceptible la frontière entre la droite et la gauche. Conséquence : une nouvelle ligne de clivage est apparue. Elle est fondée sur la crispation d'une identité nationale dure et fermée, telle la "préférence nationale", faisant apparaître le thème "les Français d'abord" et non celui de la race. Ce retournement rend inopérant le discours sur les droits de l'homme dont la gauche a cru longtemps qu'il était suffisant pour contrecarrer l'extrême droite. Or, avec Le Pen, on peut être raciste en charentaises. Il faut donc développer conjointement deux points forts de notre réflexion et de notre action, à savoir la volonté européenne et la préférence sociale. La gauche doit se réapproprier le thème de la préférence sociale comme base de son propre discours. En outre, si Le Pen critique si violemment Maastricht, c'est parce qu'il craint que ce sommet prouve que l'intérêt national n'est pas contradictoire avec la construction d'une Europe républicaine. On aurait là une démonstration qui infirmerait toutes ses thèses. Mais après ce tour de France contre le FN, j'ai une certitude pour mon parti : face au lepenisme, l'heure est à l'action et au rassemblement.



Propos recueillis par J.-P.B.

(1) Le 7 décembre, de 9 à 18 h., salle du GIE-Villette, 2 boulevard de La Villette, Paris 19e.

UPSCE

UPSCE. Ce sigle un peu barbare, trop méconnu, représente l'Union des Partis socialistes de la Communauté européenne. Ses leaders se sont réunis mardi et mercredi derniers à Bruxelles pour faire le point avant le sommet de Maastricht dont chacun mesure l'importance historique.

Nos douze partis ont, bien entendu, des différences. Et pourtant, jamais, peut-être, je n'avais ressenti une telle volonté commune chez l'ensemble de nos camarades européens.

Nous avons, dans un texte adopté à l'unanimité, affirmé nos convictions, nos propositions. Nous avons affirmé avec force la nécessité de poursuivre la construction communautaire et défini les critères à partir desquels seraient jugés les résultats du sommet de Maastricht. Quels critères ?

D'abord et avant tout, l'Europe sociale. Il est inacceptable que le social continue d'être considéré comme le "grand oublié". Il est préoccupant de constater que si peu de progrès aient été réalisés, en dépit de l'adoption d'une charte des droits sociaux fondamentaux. Nous voulons que l'exigence paralysante de l'unanimité laisse enfin place à la règle de la majorité qualifiée. L'Europe sociale pourra ainsi avancer.

Ensuite, la démocratie. Trop souvent, les institutions communautaires sont jugées soit impuissantes, soit omnipotentes. Nous souhaitons que les institutions soient démocratisées et que le Parlement européen, non seulement soit doté d'un pouvoir de codécision, mais qu'il puisse aussi prendre part au choix du président de la Commission.

Enfin, la sécurité. Nous proposons que soit instituée une force de paix européenne, des casques bleus européens à la disposition du Conseil de sécurité de l'ONU.

Voilà quelques-unes des propositions des socialistes européens. J'en suis convaincu, l'Europe constitue une chance pour la France et pour chacun de nos pays. A nous, tous ensemble, de peser pour qu'elle soit aussi une chance pour le socialisme.

N.B. En outre, nous avons affirmé notre volonté de lutter avec détermination contre la résurgence des thèses nationalistes, xénophobes et racistes, et décidé de consacrer notre prochaine réunion à ce combat.

FONDATION JEAN-JAURES

la gauche de demain

"Après l'échec du communisme... le nouvel essor de la social-démocratie ?" Les 23 et 24 novembre, la Fondation Jean-Jaurès a organisé un colloque auquel ont participé de nombreux invités étrangers et reponsables politiques de la gauche française.

Balayant un champ historique assez large, de la Révolution d'octobre à nos jours, ce colloque s'est également efforcé de tracer les contours de la "gauche de demain". Pour Lionel Jospin, "il serait trop facile de rendre l'effondrement du communisme responsable de nos difficultés." Les difficultés d'une gauche qui se trouve désormais "en situation de responsabilité plus grande". Le ministre de l'Education a donc fixé le cadre en exposant les six critères auxquels devra répondre la gauche : "Ce sera une gauche post-communiste, car l'avenir sera de se retrouver tous dans une grande formation politique, et ce problème, nous ne pourrons pas l'éluder." Ce devra être également "une gauche écologique, européenne, progressiste" ayant une vision mondiale. Pour lui, "les socialistes apparaissent trop enfermés dans leurs problèmes internes." Enfin, selon Lionel Jospin, la gauche devra être une "gauche éthique" : "La démocratie est malade des affaires. Il faut rétablir des exigences morales et être sans faiblesse pour ceux qui les transgressent."
Il a conclu sur le Projet, seul capable de "redonner clarté et cohérence à notre discours politique."



DIALOGUE ET RASSEMBLEMENT

De son côté, Pierre Mauroy a souhaité avant tout une gauche qui "rassemble les socialistes, les communistes et bien d'autres". Il a appelé à "recréer un lien social" dans une société qui "se fragmente et oublie la dimension collective. Cela demande un toilettage des institutions et un système de représentation politique plus juste. Il faut retrouver la motivation d'un grand désir collectif et remodeler notre idéologie."
Charles Fiterman a affirmé d'emblée que sa présence témoignait de sa volonté de dialogue : "La gauche a impérativement besoin de ce dialogue pour retrouver le dynamisme de pensée et d'action. Le dialogue est difficile, il ne faut pas seulement surfer sur un océan de mots, il est indispensable et peut faire partie de l'effort pour promouvoir de nouvelles pratiques politiques." Pour lui "la gauche demain doit être autrement, autre chose. Il faut avancer dans le concret en prenant en compte la pluralité de ses composantes. Il faut, a-t-il conclu, permettre tous les rapprochements, les échanges, en rejetant toutes les démarches politiciennes".
Si Charles Fiterman avait la crainte, en arrivant à ce colloque, d'être "l'intrus perturbant une paisible réunion de famille", Pierre Mauroy l'a rassuré : "Nous avons beaucoup de choses à faire ensemble pour redéfinir ce que peut être la gauche de demain." ■

BREF... EN BREF... EN

■ **Les Verts, qui se veulent neufs et pluralistes, auraient-ils les travers des partis anciens ? Une seule femme sur treize membres siège au conseil exécutif du mouvement où n'entre aucun des amis du rival de gauche de Waechter, Yves Cochet.**

■ Noir et Séguin divergent sur Maastricht. Noir trouve que le couplet de Séguin sur "les abandons de souveraineté" préjudiciables à la France est carrément rétro : "Sa conception de la nation, dit-il, retrouve Barrès et le début du siècle et fait écho étrangement au lepenisme ambiant de la France."

■ **Le Pen antifrançais ? Il n'a pas applaudi la victoire française en coupe Davis. Entendre le public entonner d'un même cœur "La Marseillaise" et "Saga Africa" était un rude coup pour lui et il n'a pu. s'empêcher de vitupérer "M. Noah". Mais il a affirmé qu'il n'était ni antisémite ni raciste. M. Poniatowski est donc content.**

■ "La République du Centre" a refusé de publier une publicité intitulée "Bien vivre en Eure-et-Loir avec Marie-France Stirbois". Le rédacteur en chef, Jacques Camus, explique : "La publicité que Mme Stirbois voulait faire éditer a une connotation raciste et xénophobe qui porte atteinte aux valeurs défendues par notre journal."

■ **Dissidents de "Socialisme et République", groupés autour de Michel Charzat, ils ont recueilli 40 premières signatures pour leur appel à "un PS rassemblé et rénové afin d'en finir avec un système ossifié" et "remettre le Parti en mouvement."**

COLLOQUE

les intellectuels en Europe

"Les intellectuels en Europe de 1945 à 1991 : les métamorphoses de l'engagement", thème du colloque organisé les 12 et 13 décembre, par la présidence de l'Assemblée nationale et la Maison des écrivains.

A l'hôtel de Lassay, le jeudi, puis à la Sorbonne le lendemain, une pléiade d'intellectuels français et étrangers, notamment d'Europe de l'Est, interviendront successivement autour de quatre thèmes :
• "Les intellectuels et le pouvoir" ;
• "La responsabilité et les nouvelles valeurs" ;
• "Passages et frontières" ;
• "L'internationalisme : un rêve ?".
Parmi eux, Blandine Barret-Kriegel, Annie Cohen-Solal, Félix Guattari, Jacques Julliard, Bernard Pingaud, Pierre Vidal-Naquet, les ministres de la Culture et de l'Ecologie de Lituanie et d'Ukraine, Darius Kuolys et Iouri Schterbak, etc.
Pour Henri Weber, "les objectifs de ce colloque sont de débattre du nouveau rôle des intellectuels dans un monde marqué par l'effondrement des idéologies du XIXe siècle. Dans nos sociétés sceptiques, médiatiques, individualistes et marchandes, il ne peut plus être le même. Traditionnellement, il était, soit le conseiller du prince, soit le porte-parole des sans-voix, le confident de la providence qui connaissait les fins ultimes de l'histoire et, au nom du sens de l'histoire, interpellait les pouvoirs et les contestait. A mon avis, ce rôle est maintenant dépassé. Soit, il est, comme dans certains pays de l'Est, propulsé directement au pouvoir, soit, il doit investir son savoir vers des solutions concrètes en collaboration avec des praticiens et ne plus se contenter de brasser des idées générales. C'est ce que beaucoup commencent à faire sur des dossiers tels que l'école, l'écologie ou l'immigration."
L'ouverture de frontières qui nous étaient jusqu'à présent fermées favorisera-t-elle la circulation d'idées neuves et reconstituera-t-elle une intelligentsia européenne telle que nous l'avons connue à certaines périodes fastes de l'histoire ? Ce genre de rencontre est en tout cas fait pour y contribuer.

B.C.

JÜRGEN HABERMAS

un marxisme non dogmatique

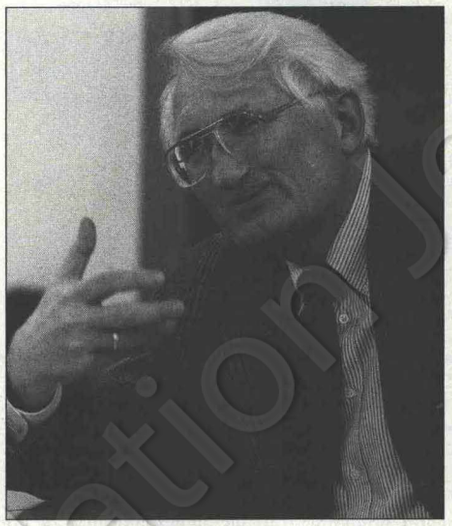
A l'Est du nouveau ?
Pas vraiment, si on considère la philosophie politique allemande.
Mais des explorations de traditions philosophiques
qui ne sont pas sans utilité
pour la compréhension du monde moderne.

C'est de la "Théorie critique", propre à ce qu'on a appelé l'école de Francfort, qu'Habermas, né en 1929 à Dusseldorf, et qui y a enseigné avant de gagner l'institut Max-Planck, est à la fois le disciple le plus marquant et le maître actuel. Adorno, dont il a été l'assistant, en a été la figure de proue ; Marcuse a eu son heure de gloire en 1968 mais semble passé de mode. L'école de Francfort a été le centre d'un marxisme qui se voulait non dogmatique auquel Habermas associe, à juste titre, des théoriciens comme Lukacs ou Gramcsi.

Habermas rejette les éléments les plus périmés de la théorie marxiste comme le messianisme. Mais a-t-il été suffisamment critique pour dégager une pensée neuve et autonome ? La question est évidemment décisive quand on se réclame d'une théorie critique.

Sur certains points, Habermas s'est enfermé dans des présupposés, comme la notion de bourgeoisie (société, culture, monde bourgeois) dont Bernstein, dès 1898, critiquait chez Marx la pertinence. Alors qu'il nous invite à "penser avec Heidegger contre Heidegger", on peut regretter qu'il n'ait pas, à l'exemple de Bernstein, pensé Marx contre Marx.

Notons qu'Habermas était intervenu en 1971, bien avant la polémique récente en France, sur le passé nazi d'Heidegger et ce qu'il impliquait sur sa philosophie : "Peut-être la pensée heideggerienne se laisse-t-elle caractériser indirectement par ce qui lui échappe : elle n'assume pas plus de rapport à la pratique sociale qu'elle ne s'entend à interpréter les résultats de la science", écrit-il. Et il ajoute : "Grande est l'histoire de l'influence qu'a eue Heidegger, et la plupart des gens qualifient de grande son action elle-même. Peut-être est-ce précisément lui qui nous fait comprendre pourquoi notre relation à la grandeur est une relation brisée."(1)



▲ *Jürgen Habermas.*

CONTRE LA TECHNOCRATIE

Habermas s'est focalisé sur le concept de rationalité et la manière dont le capitalisme procédait à la rationalisation sociale. Habermas a bien vu que "la croissance économique dépend désormais pour une large part du progrès scientifique et technique" et que "la science devient la plus importante des forces productives". Il en résulte que "les concepts qui commandent le savoir théorique, la méthode scientifique et le progrès des sciences se voient investis d'une signification politique." D'où sa critique du positivisme, du scientisme et de la technocratie : "La réflexion critique attaque de front l'absolutisme de la philosophie de l'origine et de la théorie pure, la compréhension scientiste que peuvent avoir d'elles-mêmes les sciences, ainsi que la conscience technocratique d'un système coupé de ses enracinements pratiques... Elle est le seul élément au sein duquel aujourd'hui l'identité de la société et de ses membres peut encore se former - à moins que nous ne régressions à l'étape antérieure des identités particularistes."(1)

UNE CRISE DE LEGITIMITE

Habermas, qui s'est intéressé au langage et à l'attitude de communication, en conclut qu'il existe trois types d'exigence universelle : la vérité, la sincérité et la légitimité normative.

C'est précisément ce qui est en crise dans l'Etat moderne : "On attribue à l'Etat la responsabilité générale des déficiences en supposant l'Etat capable de combler ces déficiences, ce qui le place devant un dilemme.

D'un côté, la manière de définir ces déficiences et l'élaboration des critères du succès dans le traitement de ces carences figurent alors aux côtés des objectifs politiques qui ont besoin d'être légitimés... D'un autre côté, il ne peut précisément pas alors mobiliser ce pouvoir légitime comme d'habitude, afin d'imposer des décisions contraignantes...

La réponse à ce dilemme est dans l'exercice d'un contrôle indirect, et les limites de l'efficacité de ce contrôle révèlent que le dilemme persiste." (2)

Une analyse en prise directe sur la réalité d'aujourd'hui qui voue Habermas à un autre sort que celui d'un Althusser, plus formateur d'esprits que philosophe pratique. Le thème de la reconstruction (du matérialisme historique, de la légitimité) est omniprésent chez Habermas. Sera-t-il à l'ordre du jour ? Faudra t-il reconstruire ou réinventer ?

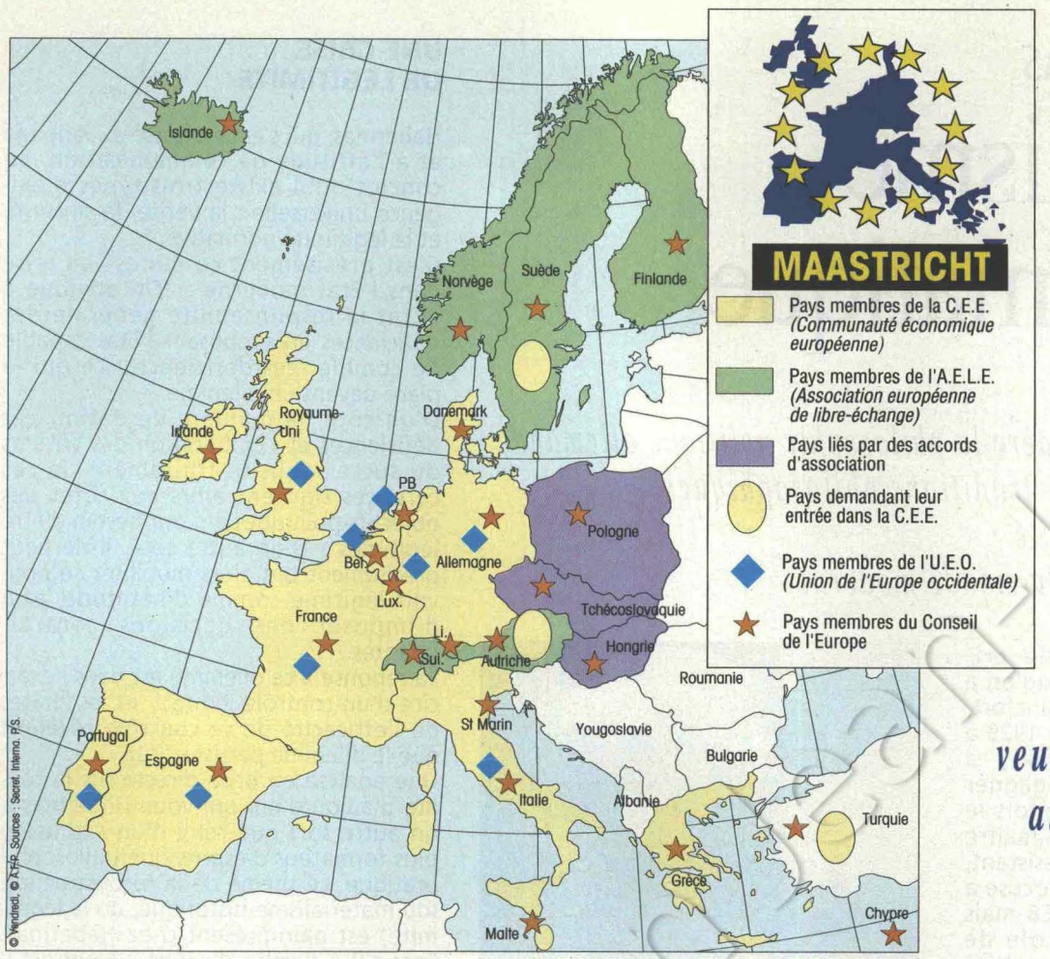
Bernard Chaouat

(1) "Profils philosophiques et politiques". Gallimard. Collection Tel.
(2) "Après Marx". Fayard.



l'avenir

L'idée européenne progresse : 57 % des Français sont favorables au renforcement de l'intégration communautaire. A Maastricht, la France veut aboutir à des traités au contenu substantiel et à des engagements irréversibles.



la construction européenne

Pour "réussir Maastricht à douze", François Mitterrand a rencontré dix dirigeants politiques français de la majorité et de l'opposition, Helmut Kohl et John Major. Des divergences subsistent, notamment avec la Grande-Bretagne. L'Europe est aussi un combat.

L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE (UEM)

C'est dans ce domaine que les travaux sont le plus avancés. La France retrouve dans le projet de traité 90% de ce qu'elle souhaite. Il s'agit de mettre en place les mécanismes qui conduiront, de manière irréversible, à faire de l'écu la monnaie unique des Européens et à doter la Communauté d'une politique économique et financière.

• Sur le plan économique,

sont introduites dans le traité de Rome des dispositions renforçant la coopération entre les politiques économiques des Etats membres. Il n'y a aucun transfert de souveraineté : les Etats restent maîtres de leurs politiques. Mais ils devront appliquer les mêmes règles du jeu (sur le plan du déficit budgétaire notamment) pour assurer la convergence de leurs économies.

Le conseil des ministres des finances, agissant comme un observatoire économique, aura la charge de suivre régulièrement l'évolution des économies. Il pourra, le cas échéant, adopter des sanctions contre le ou les Etats qui "dévieraient" des règles définies.

C'est le Conseil européen qui fixera les grandes orientations de la politique économique commune, que le conseil des ministres mettra en œuvre.

• Sur le plan monétaire,

l'objectif fixé est la fondation, en 1997, d'une banque centrale européenne indépendante (BCE), chargée de gérer une monnaie unique, l'écu. Il y a, là, transfert de souveraineté puisque ce sera la BCE qui aura la responsabilité de la gestion de la politique monétaire. Seuls, les Britanniques rejettent encore cette perspective.

• Trois phases sont prévues pour réaliser l'UEM

1ER JANVIER 1993 :

la disparition des frontières assurera la libre circulation des personnes et des biens. C'est l'ouverture du marché unique. La libération des capitaux est effective depuis 1990.

1ER JANVIER 1994-
31 DECEMBRE 1996 :

la deuxième phase, dite "de transition", s'ouvrira avec la création de l'Institut monétaire européen (IEM), préfigurant la BCE. La France souhaite que cette phase permette des progrès dans la convergence des économies.

1ER JANVIER 1997 :

à la fin de 1996, des rapports préparés par l'IEM et la commission, faisant "l'état des lieux", seront soumis au Conseil pour le passage à la troisième phase, c'est-à-dire à la monnaie unique. Il pourra octroyer des délais supplémentaires aux Etats dont les performances économiques se révéleraient insuffisantes.

A Maastricht, la difficulté essentielle à surmonter est d'assurer à la seule Grande-Bretagne une "clause d'exemption" lui permettant de se prononcer en 1997 seulement sur le passage à l'étape finale.

L'UNION POLITIQUE

Contrairement à l'UEM, qui est l'aboutissement d'un long processus, l'union politique fait ses premiers pas. Maastricht constituera la première étape d'une construction qui sera pragmatique et progressive. Il s'agit de fixer dans le traité, de façon irréversible, le principe d'une "union à vocation fédérale", puisant son identité dans une politique étrangère et une défense communes.

• Le projet d'union politique comprend trois volets.

CONFORTER

les politiques communes existantes en créant de nouveaux chapitres sur l'environnement, la santé, la culture.

RENFORCER

les institutions communautaires en en accentuant le caractère démocratique et en étendant le vote à la majorité qualifiée à six domaines (industrie, recherche, social, environnement, "grands réseaux", culture).

INTRODUIRE

de nouveaux domaines de coopération et d'actions communes qui, jusque-là, avaient un caractère intergouvernemental : affaires intérieures et judiciaires (droit d'asile, immigration, coopération en matière pénale, lutte contre la drogue...), citoyenneté européenne, politique étrangère et de sécurité communes (PESC), défense.

• Sur l'ensemble de ces sujets, les débats entre les Douze sont vifs

Sur plusieurs points importants, l'accord reste à faire. Même si elle n'est donnée que comme une perspective, dans l'introduction au traité, la Grande-Bretagne est opposée à la référence à la "vocation fédérale" de l'union. La politique étrangère et de sécurité commune et, à terme, une défense commune, à bâtir progressivement, sans que les Etats ne renoncent à l'originalité de leurs responsabilités internationales, mais qui doivent affirmer l'identité internationale de la Communauté, posent également problème. L'adoption du vote à la majorité qualifiée pour certaines décisions d'exécution pour la PESC, mais aussi dans le domaine social et la politique des visas, le renforcement des pouvoirs du Parlement européen, autant de questions qui confèrent au sommet des 9 et 10 décembre un formidable enjeu.

de l'Europe se joue à Maastricht

Gérard Fuchs : croissance et emploi

La construction européenne écrira demain une nouvelle page de son histoire. Paix, démocratie, croissance, emploi sont les enjeux du Conseil européen des 9 et 10 décembre. Explications.

Quels sont les objectifs de l'union politique ?
Gérard Fuchs, secrétaire national aux relations internationales.
L'union politique vise à répondre à deux préoccupations. Dans le domaine extérieur, celle de constituer, après la disparition de l'URSS, un contrepoids crédible aux Etats-Unis. Au plan intérieur, celle d'organiser des politiques communes dans les domaines où la France n'est plus à même de faire face, seule, à la compétition internationale.
Au chemin d'une dilution progressive de notre souveraineté nationale, qui serait le résultat de notre isolement, nous préférons celui d'une mise en commun avec nos partenaires, afin de conserver un rôle effectif sur la scène mondiale.

Cette nouvelle union est-elle porteuse de paix ?
Une Communauté européenne renforcée peut être facteur de paix de deux manières sur notre continent, par l'exemple qu'elle offre de dépassement d'indépendance stricte dans le respect des identités de ses membres. Si les républiques yougoslaves étaient capables, demain, de réorganiser leurs relations sur les mêmes bases, cela permettrait l'existence de souveraineté sans qu'aucune minorité, où que ce soit, ne se sente menacée dans son existence.
En outre, j'espère que la Communauté arrivera à se doter à Maastricht d'une identité en matière de défense. Cela éviterait qu'à l'avenir, l'ONU, dont nous souhaitons voir le rôle s'accroître considérablement, doive se reposer pour l'essentiel sur les Etats-Unis pour faire respecter le droit international.

La réforme institutionnelle prévue renforce-t-elle la démocratie ?
Renforcer la démocratie dans la Communauté suppose d'abord que davantage de décisions puissent être prises à la majorité des Etats membres plutôt qu'à l'unanimité. Si le vote à l'unanimité avait été conservé en 1986, jamais le disparition des frontières au 1er janvier 1993 n'aurait vu le jour.
Renforcer la Communauté suppose ensuite d'accroître le pouvoir de contrôle des citoyens. Cela veut dire, à la fois, tenir les parlements nationaux mieux informés de l'élaboration des décisions et donner au Parlement européen un pouvoir législatif plus conséquent : aujourd'hui, c'est le conseil des ministres des Douze, donc l'exécutif, qui a le dernier mot dans ce domaine. Cela n'est pas compatible avec ce que doit être le rôle du Parlement européen.

Et l'Europe sociale ?
L'insuffisance de l'Europe sociale offre l'exemple parfait du blocage auquel conduit la décision à l'unanimité. La charte européenne des droits sociaux fondamentaux adoptée à Strasbourg en 1989 à l'initiative de la France était un beau texte. La paralysie au conseil des ministres n'a pas permis de le traduire en directives ou en lois. Cela aura été l'axe de bataille prioritaire des socialistes européens avant Maastricht que d'introduire autant de votes à la majorité pour la politique sociale que pour la réalisation du grand marché. Je pense qu'ils obtiendront gain de cause.

Quels seront les avantages de l'écu ?
La monnaie unique est un moyen indispensable, mais ce n'est qu'un moyen. L'important, pour nous, socialistes, c'est la mise en place de politiques économiques coordonnées qui permettront à tous les pays de connaître plus de croissance, une industrie plus forte et, donc, plus d'emploi. L'écu est un moyen au service de cet objectif car son existence oblige les gouvernements à des politiques économiques compatibles et aide les entreprises à bénéficier de l'effet de taille du grand marché. 1982 nous a appris qu'une relance économique solitaire était vouée à l'échec, car elle creusait notre déficit extérieur. Une relance coordonnée à douze ne conduit pas aux mêmes dérapages.

Quels changements, après Maastricht ?
Il nous faudra changer un certain nombre d'habitudes pour devenir davantage européens. Sans quoi, le risque serait de devenir américains ou japonais. Une large campagne d'explication sera nécessaire après Maastricht pour dire ce qui changera et aussi ce qui ne changera pas (nos habitudes de chasse, nos fromages !). Au bout du compte, l'avenir de la France passe nécessairement par le renforcement de la Communauté européenne. L'avenir du socialisme aussi, qui exige que nous gardions une réelle maîtrise de notre destin.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

■ OU PEUT S'ARRETER ■ LA GUERRE EN YOUGOSLAVIE ?

La guerre civile se poursuit. Le monde attend que l'ONU agisse... Dans ce conflit, le Parti socialiste a toujours tenu une position d'équilibre qu'il convient d'expliquer, en réponse à la lettre du Parti socialiste serbe (ex PC).

"Nous avons, depuis l'ouverture du conflit, tenté d'en analyser les raisons et avons, vous le savez, évité de prendre parti pour un camp contre un autre. Nous avons apporté un appui constant aux initiatives de paix de la Communauté européenne dont la France a été en grande partie à l'origine. Le président François Mitterrand s'est lui-même engagé personnellement.
Nous avons bien compris le souci légitime des Serbes de sauvegarder la sécurité et de garantir les droits de leurs compatriotes qui vivent dans les autres républiques. Soyez assurés que le Parti socialiste, la France et la Communauté européenne mettront tout en œuvre pour que cette sécurité et ces droits soient respectés.
Cela dit, il nous est difficile de comprendre et de recevoir quelques-uns des motifs invoqués par votre parti pour justifier l'intervention de l'armée fédérale en Croatie et son ampleur.
Vous dites admettre le droit de sécession, inscrit dans la constitution yougoslave, des républiques qui souhaitent l'exercer. Mais s'agissant de la Croatie, vous semblez vouloir, si elle se sépare de la Fédération, l'amputer non seulement de la Krajina, peuplée à 70% de Serbes et enclavée dans le territoire croate, mais aussi de la Slavonie, où les Serbes ne forment qu'environ 20% de la population. A notre connaissance, ce dernier territoire n'a jamais fait partie d'un Etat serbe et la tragédie de Vukovar nous paraît à cet égard sans justification.
Concernant les droits des minorités, autant nous souhaitons voir absolument garantis ceux des Serbes de Croatie, autant nous nous étonnons que vous refusiez ces mêmes droits à toutes les communautés nationales qui vivent en Serbie. Nous vous suivons mal lorsque, simultanément, vous vous appuyez sur les droits historiques de la Serbie au Kosovo au détriment de l'argument de la composition ethnique du territoire mais utilisez le raisonnement inverse lorsqu'il s'agit de la Krajina en Croatie.
Nous tenons surtout à vous exprimer notre profonde tristesse devant l'immensité des destructions de vies et de biens. Pour ne prendre que le seul exemple de Dubrovnik et de sa région, le bombardement et le siège de la ville ne souffrent aucune justification, sinon celle de poursuivre les forces armées croates partout où elles se trouvent. Mais à ce compte, où peut s'arrêter la guerre ?...
Nous protestons en outre contre la répression exercée en Serbie contre les opposants à la guerre : arrestation et mobilisation de Nenad Canak, président de la Ligue sociale-démocrate de Voïvodine, arrestation de protestataires à Senta et à Subotica, saccage à Belgrade des locaux du Parti des réformistes de Serbie, du Centre d'action anti-guerre, de la télévision Yutel avec violences contre les personnes, menaces contre les intellectuels contestataires, etc.
Seul l'établissement d'un cessez-le-feu durable et internationalement contrôlé peut, en ce qui nous concerne, redonner une raison d'être à de tels échanges.

G.F.

L'EUROPE SOCIALE

faudra-t-il réviser le traité de Rome pour harmoniser les statuts des salariés ?

Maastricht sera politique, économique, monétaire. Sera-t-il, aussi, social ? C'est, en tout cas, ce que souhaitent la France, les partis socialistes et sociaux-démocrates européens, et aussi d'autres organismes comme la Confédération européenne des syndicats.

"Plus d'Europe, oui, mais nous devons dire aussi quelle Europe nous voulons", affirme d'emblée Pierre Héritier, coauteur d'un ouvrage collectif sur les enjeux de l'Europe sociale (1). Il y aurait, en effet, urgence à la voir, enfin, émerger. L'Europe n'est pas uniquement ce qu'on appelle un grand marché où s'affronteraient, seules, les monnaies, les entreprises ou les différentes politiques industrielles. Certes, l'union économique et monétaire permettrait de régler un certain nombre de difficultés, mais elle ne les résoud pas toutes. Elle ne permet pas de définir un modèle de société à base de protection sociale, de relations contractuelles, bref, d'élaborer un certain nombre de règles communes du jeu social à l'intérieur de l'Europe.

DES ECARTS IMPORTANTS

La politique sociale européenne a été élaborée par petites touches, pour tirer d'abord les conséquences de la libre circulation des travailleurs dans la Communauté, puis pour développer un certain nombre de politiques communes sur l'hygiène et la sécurité, la protection contre les licenciements, l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes. Dans tous les pays existent, à des degrés divers, un système de protection sociale, des relations sociales donnant une place importante à la négociation collective. Aujourd'hui, il existe, certes, un acquis européen, à travers la charte sociale du Conseil de l'Europe, les conventions de l'Organisation internationale du travail, les directives communautaires.



▲ *L'harmonisation des statuts des salariés : une redoutable question, compliquée encore par l'opposition de la Grande-Bretagne à toute évolution. (Une famille à Liverpool).*

Pourtant, on a accumulé les retards. Depuis plusieurs années, les dossiers sont en panne malgré les réunions périodiques, depuis 1985, des partenaires sociaux européens. Pour plusieurs raisons. Les systèmes nationaux sont parfois très différents et leur harmonisation éventuelle butte sur l'hétérogénéité des niveaux de développement des différents pays, avec des écarts importants de salaire et de niveaux de protection sociale : en règle générale, les salariés de l'Europe du Nord sont mieux lotis que ceux de l'Europe latine, du Sud.

DES REGLES UNIFIEES VERS LE HAUT OU VERS LE BAS ?

"Aucun pays n'a une vocation particulière pour imposer son modèle", reconnaît Martine Frachon, du Conseil économique et social, qui vient de publier un rapport sur la question : "Il importe de reconnaître cette hétérogénéité et de la considérer comme durable." Toutefois, certaines différences sont appelées à s'estomper progressivement dans le cadre d'un marché unique européen. Mais comment définir alors des règles acceptables par tous : faut-il, par exemple, mieux harmoniser les statuts des salariés en les tirant vers le bas (les moins favorables) ou vers le haut ?
Redoutable question, compliquée encore par l'opposition acharnée de la Grande-Bretagne à toute évolution. Or, en matière sociale, sauf pour l'hygiène et la sécurité, les décisions doivent être prises à l'unanimité : un seul non, et tout est bloqué. Les partisans de l'Europe sociale désirent donc que l'on change les règles et que l'on passe à celle de la majorité qualifiée -où l'unanimité n'est plus requise- pour tous les dossiers, à l'exception de la protection sociale qui pose, elle, des difficultés plus épineuses. Il faut, pour cela, réviser le traité de Rome, et ce n'est pas une mince affaire.

Mais il existe aussi une autre voie, complémentaire, pour relancer l'Europe sociale : la voie contractuelle. La France y est favorable : Martine Aubry, ministre du Travail, ne manque pas une occasion de soutenir que "l'on ne peut pas à la fois reprocher à la commission et aux Etats membres de trop intervenir par voie de réglements et de directives, et ne pas proposer d'alternative contractuelle."
Les partenaires sociaux européens ont ouvert la voie en proposant, par un avis commun du 31 octobre dernier, une modification du traité de Rome qui introduirait la dynamique contractuelle dans la construction de l'Europe sociale. Les partenaires communautaires seraient consultés avant toute discussion d'une directive sociale, et pourraient demander qu'une négociation collective communautaire intervienne de préférence à une action du Conseil ou en constitue les prémices : les directives communautaires pourraient donner lieu à des négociations nationales, se développer par branche, notamment sur des questions comme l'évolution des emplois et des qualifications, la modernisation et l'organisation du travail. On pourrait aussi négocier plus facilement sur les comités d'entreprise européens, les frontaliers.
Oui, on pourrait... Encore faut-il que Maastricht s'en préoccupe !

Monique Grima

(1) Pierre Héritier, Dominique Taddéi, Jacques Ion, Hugues Bertrand, Anne-Marie Grozelier, "Les Enjeux de l'Europe sociale". La Découverte, 170 p., 89 F.

DOSSIER

I.U.F.M.

ATTENTION CHANTIER !

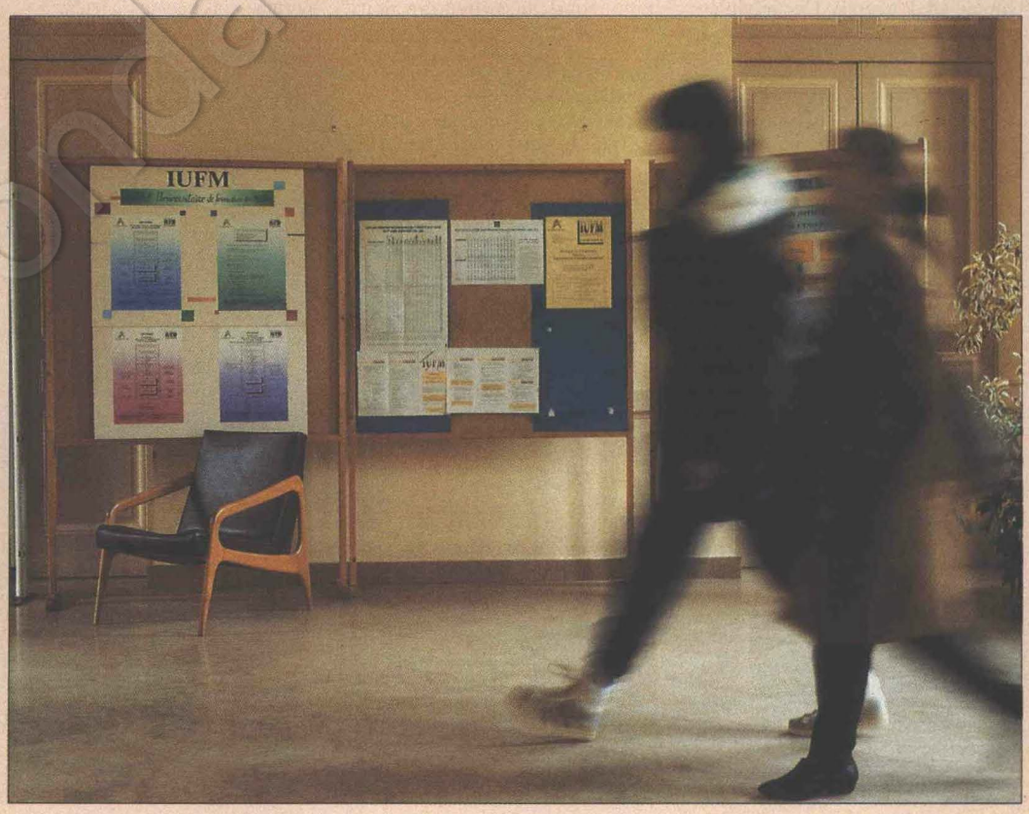
Former ensemble les enseignants du primaire et du secondaire, rarement réforme aura suscité autant de polémiques, un tel déferlement de mauvaise foi. Pivot de l'évolution annoncée, et commencée, du système éducatif, les Instituts universitaires de formation des maîtres sont, depuis la rentrée, en place dans les 28 académies. Débuts difficiles pour une réforme essentielle.

IUFM, c'est parti ! 60.000 étudiants sont formés depuis la rentrée dans les tout nouveaux instituts de formation des maîtres. De quoi s'agit-il donc, qui agite tant les esprits ?

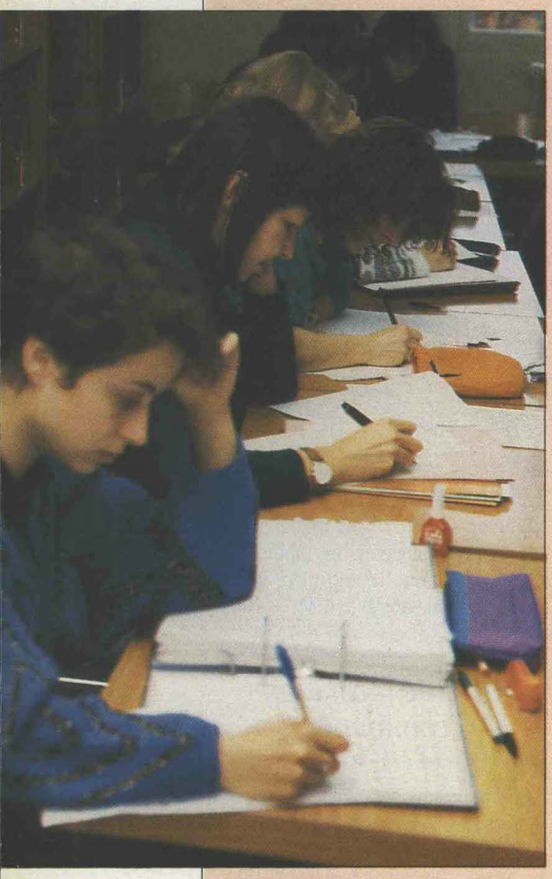
L'enjeu est connu. 5% d'une génération décrochait le bac en 1950, ils étaient 48% à la dernière session. En 1991, 66% des jeunes entrent en terminale. Tout laisse à penser que les 80% seront atteints en l'an 2000. Qui peut sérieusement soutenir qu'il est possible d'enseigner à ces nouveaux publics, issus de familles plus éloignées que jadis de la culture classique, les mêmes savoirs de la même façon qu'à leurs prédécesseurs ? D'autant qu'avec la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, l'école pour tous ne s'arrête plus à la fin du primaire, mais après la 3e. S'ajoute, à cette évolution, la mutation de la société : les jeunes d'aujourd'hui vivent dans un bain d'informations, une inflation d'images désordonnées, mal maîtrisées et pas toujours comprises. Or, parallèlement, la formation des enseignants n'a pas bougé depuis des décennies, pas plus que les critères de recrutement, purement disciplinaires, pour les futurs profs de lycées et collèges. Comme si être incollable en histoire antique rendait automatiquement capable de convaincre les élèves de l'importance de Périclès. "Enseigner est un métier, répète inlassablement Philippe Mérieu, l'un des pères de la réforme. Il faut des écoles professionnelles qui, de même que les écoles d'ingénieurs forment des ingénieurs, forment les enseignants." Second enjeu majeur, la crise de recrutement. Ce n'est un secret pour personne : il faut engager 300.000 enseignants d'ici à l'an 2000. Et les vocations manquent : attirer les jeunes vers un métier en crise n'est pas le moindre défi qu'aient à relever les IUFM.

10% de formation commune

Mais pourquoi dérangent-ils tant ? A regarder les emplois du temps, ce n'est pas la révolution, loin de là. Seuls 10% des cours réunissent les futurs instituteurs, rebaptisés professeurs des écoles, et les futurs enseignants du second degré général, technique et professionnel. Des modules dont il difficile de nier l'utilité. Ainsi, l'IUFM de Créteil en propose sur la réalité



Dossier préparé par Patricia Jaffray



enseignante dans les banlieues, la formation à la citoyenneté, l'illettrisme. "Des cours plébiscités aussi bien par ceux qui se destinent au primaire qu'au secondaire", observe Jean-Louis Auduc, ex-dirigeant du SNES, responsable des formations communes à Créteil. Ces modules s'accompagnent souvent de stages dans les établissements, tournant important par rapport à l'époque antérieure où les futurs professeurs arrivaient aux concours sans avoir vu une classe. Comme les enseignants sont souvent d'anciens bons élèves, on imagine leur étonnement lorsqu'ils se retrouvaient face à trente collégiens de banlieue totalement rétifs aux charmes de Chimène ou à la subtilité du théorème de Thalès. Pour le reste, les futurs profs du second degré continuent, comme avant, à préparer les concours dans les universités, les futurs profs des écoles dans les écoles normales. Seule a été introduite une épreuve professionnelle qui compte pour 25% aux CAPES et CAPET.

Les IUFM ont un côté réforme introuvable. Géographiquement, ils n'existent pas. Leur siège ? Une des anciennes écoles normales où le directeur a installé son bureau. Les formateurs ? Essentiellement les anciens profs des écoles normales et des ENNA (écoles normales nationales d'apprentissage, qui formaient les enseignants des disciplines professionnelles) auxquels sont venus s'ajouter un petit nombre d'universitaires. Pour toute la France, 300 postes d'enseignants chercheurs ont été créés. A peine 10% du corps enseignant. Chargés de former une nouvelle race d'enseignants, ces formateurs n'ont reçu aucune formation particulière les aidant à s'intéresser aux modes de transmission de leur discipline à l'intérieur même de leurs anciens cours d'histoire ou de mathématiques. Un plan de formation des formateurs sera lancé à la rentrée prochaine, promet-on solennellement au ministère.

Pagaille et improvisation

La mise en place est pour le moins chaotique. "Manque de moyens, désorganisation", s'indigne le SNES. Même les syndicats les plus favorables au projet montent au créneau : "C'est la pagaille et l'improvisation", déplore Michel Redoutey, du SGEN, qui s'inquiète que "faute d'explications, les innovations les plus positives, qui concourent à la professionnalisation, soient ressenties comme superflues." Inquiétude également de Jean-Michel Laxalt, du SNI, qui déplore en outre que "l'installation du concours au milieu des deux années, et non à l'entrée, dénature d'emblée la vocation d'école professionnelle des IUFM."

N'est-on pas allé trop vite ? Pourquoi n'a-t-on pas attendu les conclusions de l'expérience des trois IUFM pilotes qui ont fonctionné l'an dernier à Lille, Grenoble et Reims ? "C'était tout de suite ou jamais, analyse Catherine Moisan, chargée des IUFM au cabinet de Lionel Jospin. Attendre un an, c'était prendre le risque que la réforme ne voie jamais le jour.

De toute façon, les conflits étaient inévitables." Reste que tous les promoteurs du projet avaient sous-estimé l'extraordinaire force des cloisonnements entre les partenaires. Les directeurs d'IUFM se souviennent avec stupeur de la première réunion avec des professeurs d'école normale, des universitaires, des maîtres des ENNA. Des gens qui ne s'étaient jamais rencontrés, ne parlaient pas le même langage, ne se comprenaient pas. "Mettre ensemble des cultures complètement différentes, faire communiquer des gens venant de l'enseignement professionnel et des professeurs d'université, des formateurs de l'enseignement primaire et des profs de lycées, c'était une extraordinaire gageure, souligne Guy Laurent, inspecteur général, chargé de l'évaluation des IUFM. On n'en avait pas mesuré toute la difficulté."

Remettre le système à plat

Et cela sans compter les dysfonctionnements occultes du système antérieur, les avantages acquis de chaque corporation, les heures supplémentaires, primes et indemnités diverses, non reconduits dans les IUFM. Les instituts ont remis le système à plat.

D'où l'intérêt d'une démarche pragmatique. Certes, les IUFM tâtonnent. Certains fonctionnent mieux que d'autres, selon le dynamisme des équipes locales, la plus ou moins bonne volonté des universitaires... N'empêche qu'ils existent. Et il ne sera pas facile de revenir en arrière. La majorité des étudiants est convaincue de la nécessité d'allier enseignement des disciplines et apprentissage des modes de transmission. La grogne actuelle des stagiaires contre des cours qu'ils acceptaient jadis prouve précisément qu'ils attendent du nouveau système plus que de l'ancien.

Une mutation est en marche qui ne s'arrêtera plus. ■

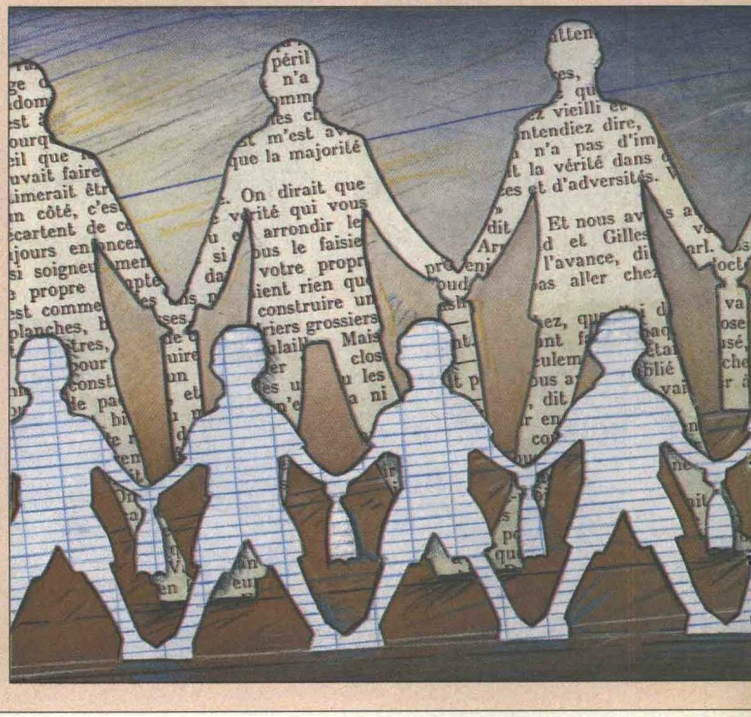
■ NON A LA TRAHI

Inspirateur du plan Savary et de l André de Peret contre la nouvelle "

"Regrets : ce bon vieux temps ! Ces cursus qui furent nôtres et qui nous ont si bien réussi (Ah ! Finkelkraut !), cette douceur de se mirer dans une identité imposée aux futurs maîtres ! Ce dérangement insupportable s'il fallait enquêter sur ce qui a changé et s'informer objectivement sur les caractéristiques et les qualités présentes du système scolaire !

Au-delà des reproches, certains se sont laissés aller très vite aux contre-vérités. Les IUFM ont été accusés de dépeupler les universités ? Les chiffres (et les craintes sur les sureffectifs universitaires) suffisent à démentir de tels propos. Enflant la portée des 10% de formation en commun, on dénonce la "primarisation" du second degré. Il serait plus exact de dire qu'il y aura, dans les IUFM, une "secondarisation" progressive du premier degré.

J'ai écrit "pédagogiques", "didactiques" ? Horreur et damnation ! La pédagogie aurait été inventée, nous murmure-t-on, pour empêcher d'enseigner les savoirs ; c'est une machine de guerre des instituteurs contre la science ! Car pour nous, intellectuels, nous savons qu'il faut et qu'il suffit d'avoir des savoirs pour qu'ils soient automatiquement acquis par les élèves (les bons), et tout effort pour mieux communiquer les connaissances, pour élaborer des méthodologies différenciées est du temps perdu (Ah ! Proust !), du gâchis, de la contre-culture. Tant de passion aveugle et une telle mobilisation de caste surprennent. La motivation joue sur des mobiles regrettables : la considération nouvelle accordée aux instituteurs par rapport aux professeurs ferait mal à certains, qui voudraient se donner du "supérieur". La nuit du 4 août n'est pas passée par là ! Et cette mise "à égalité" dans les IUFM peut réanimer le mythe de l'égalitarisme, ce sida de l'éducation, qui corromprait notre enseignement ! En attendant, on oublie les deux cent mille élèves des sections de techniciens supérieurs, le triplement des effectifs dans les classes préparatoires depuis



SON DES CLERCS

**a nouvelle formation des maîtres,
ti (1) s'insurge
rahison des clercs".**

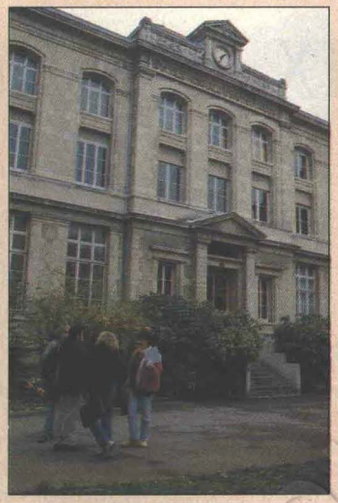
vingt ans, avec près de soixante-dix mille élèves actuellement -et qui contesterait la vigueur élitique des "prépas ?"- , le fait que la moitié des jeunes d'une classe d'âge obtiennent déjà un baccalauréat dont la difficulté est renforcée par les exigences croissantes des programmes ? Non, les élites républicaines n'ont pas été négligées ni maltraitées par les enseignants français ; et on sait bien que notre système est sursélectionniste et que notre problème est de réduire patiemment le pourcentage d'élèves en difficulté par des pédagogies appropriées.
Devant la difficulté de tenir un langage vrai, on passe aux outrances qui dévoilent, dans leur formulation pessimiste et agressive, l'absence d'arguments solides. Et on affirme péremptoirement le "naufrage scolaire actuel", la "fin de l'école républicaine", "ils ont tué Jules Ferry", un "désastre sans précédent" et même, à destination des IUFM, "on liquide les profs" ! On se laisse aller à l'anathème, au mépris ; on nie le travail de tous les enseignants, tous les formateurs, qui, depuis cinquante ans, s'attellent patiemment à construire des modalités de formation adaptées aux trente-sept ans qui viennent. Au lieu de proposer un coup de main ! Intellectuels et hommes des médias bouchent leurs oreilles aux avertissements de Julien Benda définissant "la trahison des clercs" comme le glissement vers un double "romantisme" du "pessimisme" et du "mépris", chacun justifiant, si l'on peut dire, l'autre ! Et on ne peut manquer, non plus, de prendre garde à Charles Péguy alertant aux temps de l'affaire Dreyfus et ultérieurement : "La dérision, le sarcasme et l'injure sont des barbaries. Ils sont même des barbarismes. On ne fonde, on ne refonde, on ne restaure rien sur la dérision."

(1) Auteur de "La Formation des personnels de l'Education nationale", rapport à Alain Savary, Documentation française, 1982, et "Organiser les formations", Hachette, 1991.



PENDANT LES TRAVAUX, LES COURS CONTINUENT

Lyon, ancienne école normale de la Croix-Rousse. Sabine, Anne et Maryvonne sortent d'un cours de français. Trois futurs professeurs des écoles, fraîchement débarqués dans le nouvel IUFM de Lyon. Petite, brune, yeux noisette pétillants, Sabine, 22 ans, est une enthousiaste : l'enseignement a toujours été son truc : "Mon père est instit. Chez nous, c'est une tradition familiale. J'ai toujours voulu faire ça." Sa licence de sociologie en poche, elle s'est donc précipitée à l'entretien d'entrée de l'IUFM fraîchement ouvert. Essuyer les plâtres ne lui faisait pas peur. Idem pour Maryvonne, 39 ans, maître-auxiliaire pendant des années, et qui, malgré sa maîtrise d'économie, à choisi d'enseigner aux petits. "Je préfère les enfants aux ados et, depuis la revalorisation, on gagne la même chose que les profs du secondaire."
Sur ses cinq sites, trois à Lyon, un à Bourg-en-Bresse et un à Saint-Etienne, plus les quatre campus universitaires de l'académie, l'IUFM groupe 3.500 élèves enseignants sur deux ans, 2.300 en première année dont 300 futurs professeurs des écoles, 1.200 du second degré général, technique et professionnel. Un des plus gros IUFM de France.
A Lyon, tout a démarré sur des chapeaux de roue : à peine arrivés, les futurs enseignants se sont retrouvés dans des établissements scolaires. Une semaine où ils suivaient "pour de vrai" l'emploi du temps des élèves. Histoire de se rendre compte de ce que c'est que d'enchaîner une heure de maths à une heure de français, une heure de gym... "Une semaine passionnante, remarque Anne, elle aussi futur prof des écoles. J'ai notamment assisté à une leçon d'histoire en CM1, faite par une maîtresse chevronnée, qui n'a pas fonctionné du tout. Elle est passée complètement au-dessus de la tête des gamins. L'enseignement, c'est plus compliqué qu'on ne l'imagine." D'où l'importance du terrain, des rapports constants entre théorie et pratique qui sont au cœur même de la nouvelle formation. "Avant, explique Alain Bouvier, directeur de l'IUFM, le rapport entre ce qu'on étudiait et l'exercice du métier n'était pas posé. Pire, il était même incongru de s'interroger sur comment transmettre ce savoir. Résultat,



▲ *L'ancienne Ecole normale de la Croix-Rousse, siège du nouvel IUFM.*

on passait de la situation d'étudiant dans le confort douillet des universités à la brutalité des réalités de terrain sans avoir jamais pris le temps de réfléchir aux modes de transmission." A Lyon, comme dans les 27 autres IUFM de France, la pédagogie a donc été introduite dans les cursus en même temps qu'une part de formation commune entre futurs enseignants du primaire et du secondaire. 10% de l'emploi du temps est consacré à des modules communs à tous les élèves sur les projets d'école et d'établissement, l'analyse du système éducatif... La querelle sur la nécessité de la pédagogie ? Les étudiants en sont loin : "La pédagogie, ça ne s'improvise pas", souligne Anne. "Connaître la psychologie de l'enfant, c'est indispensable", renchérit Maryvonne. Reste que les débuts sont difficiles : "On avance dans le flou, déplore Sabine. On ne connaît même pas exactement les modalités du concours. Et puis, j'avais compris que nous serions plus souvent avec les futurs profs. On ne les voit quasiment jamais. Ils sont tout le temps à la fac, obsédés par leurs épreuves de CAPES."

Une année de transition

Cette première année est une année de transition. Tout le système est à construire. D'autant qu'à côté de l'IUFM demeurent les anciennes formations. Contre toute logique apparente, le concours traditionnel de recrutement des instituteurs a été maintenu à Lyon en 1991. Résultat, dans les mêmes locaux, sont formés, par les mêmes enseignants, les futurs instituteurs et les futurs professeurs des écoles auxquels s'ajoutent les candidats reçus sur la liste complémentaire en 1990 (1). Trois cursus pour le même métier ! La quadrature du cercle pour Alain Bouvier : "Moi qui aime ce qui bouge, je suis servi", plaisante-t-il tout en reconnaissant : "L'IUFM n'existera réellement que dans cinq ans." Les IUFM sont encore un chantier. Mais, pendant les travaux, la formation continue. ■

(1) Candidats se classant juste après les reçus à l'Ecole normale, envoyés directement sur le terrain pour boucher les trous et formés l'année suivante.

DOIT-ON PAYER LES ELEVES PROFESSEURS ?

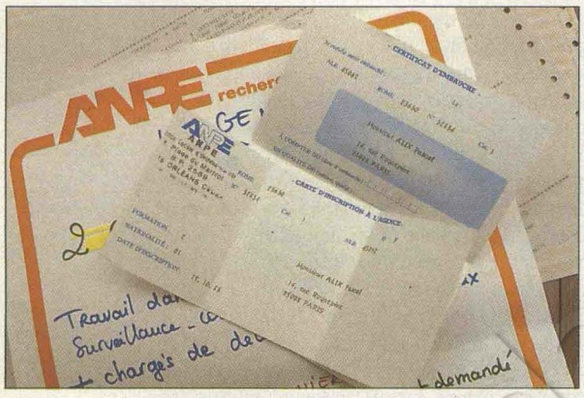
6.000 allocations de première année IUFM -70.000 F par an- ont été versées en 1991. Il y en aura 12.000 en 1992, auxquelles s'ajoutent pour chacune des deux années 6.500 et 7.500 allocations d'année préparatoire (étudiants à bac + 2 s'engageant à entrer en IUFM).
Est-ce suffisant ? Non, pour les syndicats enseignants qui souhaitent un système proche des anciens IPES où, après concours, les futurs enseignants poursuivaient leurs études, payés et avec un statut de fonctionnaire.
Une solution financièrement lourde pour le ministère qui, pragmatique, voit mal l'intérêt de financer les études de futurs profs des écoles à Toulouse ou Aix-en-Provence quand on croule déjà sous les demandes, ou de futurs profs de biologie, quand le nombre de candidats est déjà démesuré par rapport aux besoins.
D'où le choix de financer utile, autrement dit plutôt dans les académies du Nord et de l'Est et plutôt en maths et en génie mécanique qu'en italien.

DEFICIT DE L'ASSURANCE CHOMAGE

équilibrer, sans toucher aux prestations

18 à 19 milliards de déficit d'ici à la fin de 1992 : patronat et syndicats sont condamnés à s'entendre pour faire face au trou de l'UNEDIC.

Plus personne ne se fait d'illusion : avec la reprise qui n'est toujours pas là et qui n'en finit pas de se faire attendre, le nombre des chômeurs risque fort d'atteindre très bientôt la barre des trois millions. Si aucune solution n'est trouvée, une chose est certaine : au rythme actuel, le déficit de trésorerie atteindrait en janvier trois milliards, soit la moitié des allocations versées chaque mois.



Ces allocations pourront-elles être maintenues ? Bien sûr, répondaient en chœur tous les négociateurs qui se retrouvaient, mercredi, pour tenter de renflouer le déficit de l'UNEDIC : il n'est nullement question de rogner sur les prestations de l'assurance chômage. Mais les pétitions de principe n'empêchent pas les accommodements. Comme il n'est pas non plus question de boucher le trou par une simple hausse des cotisations, il faut bien en venir aux mesures d'économie. Une gestion des fichiers plus rigoureuse et un meilleur recouvrement des cotisations ne peuvent suffire.

Le CNPF a déjà mis ses propositions d'économies sur la table : le contrôle des chômeurs indemnisés qui devraient prouver régulièrement qu'ils cherchent effectivement un emploi, mais aussi l'instauration d'un délai de carence de quatre jours avant l'indemnisation. Certains syndicats seraient prêts à l'accepter, mais à condition que les sommes perdues ne dépassent pas le montant des indemnités éventuellement touchées. Le CNPF préconise, en outre, de repousser d'un an l'âge à partir duquel un chômeur licencié peut prétendre être indemnisé en allocation de base jusqu'à sa retraite, et une généralisation des pénalités pour les entreprises qui licencient des salariés de plus de 55 ans.

Sur ce plan, les contre-propositions présentées par la CFDT et soutenues par la CFTC, la CGC, ne sont pas tellement éloignées des premières propositions du CNPF. A la différence de la CGT, qui parle de "gestion prévisionnelle des licenciements", et de FO qui laissait planer le doute sur ses intentions jusqu'aux ultimes négociations, les trois syndicats sont d'accord pour des mesures d'ajustement ne réduisant pas les prestations, mais qui permettraient tout de même d'économiser environ huit milliards en année pleine.

Reste, quand même, le gros morceau : où trouver les recettes supplémentaires ? Lors des précédentes négociations, le CNPF avait mandat pour accepter une hausse modérée des cotisations : 0,12% à la charge des employeurs et des salariés à parts égales. C'est insuffisant. Aura-t-il mandat, cette fois-ci, pour accepter une augmentation plus forte ? Toute la question est là.

M.G.

INDEMNISATION DES TRANSFUSES

l'impératif de solidarité

Solidarité oblige : les transfusés contaminés par le virus du sida seront indemnisés. Un projet de loi sera présenté avant la fin du mois au Parlement.

La solidarité d'abord. "Nous nous plaçons sur le terrain de la solidarité, pas de la culpabilité, a expliqué Jean-Louis Bianco, commentant le choix du gouvernement d'utiliser une taxe additionnelle sur les contrats d'assurance des biens (habitation, voiture...) pour indemniser les transfusés contaminés par le virus du sida.

Pourquoi les contrats d'assurance plutôt que l'impôt ? "Par souci de solidarité d'abord et d'égalité, souligne-t-on dans l'entourage de Bruno Durieux, ministre délégué à la Santé." Cette taxe est proportionnelle aux montants des primes primes payées. Autre argument du gouvernement : "Le texte est à la virgule près le même que celui de la loi du 20 septembre 1986 sur les victimes du terrorisme qui n'a pas, à l'époque, soulevé de protestations. Et c'est précisément ce que nous ont demandé les associations d'hémophiles." "La CSG aurait également été une voie pertinente, estime Jean-Claude Boulard, secrétaire national aux Affaires sociales du PS, qui lui était spontanément favorable. Mais elle risquait de soulever des obstacles psychologiques importants."

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BRE

■ **Les échanges extérieurs en excédent de 6,6 milliards en octobre**
Cette embellie est due à la livraison de treize Airbus et d'un paquebot.
En comparant les dix premiers mois de 1991 à ceux de 1990, on observe une réduction du déficit de 39,4 à 26,8 milliards.

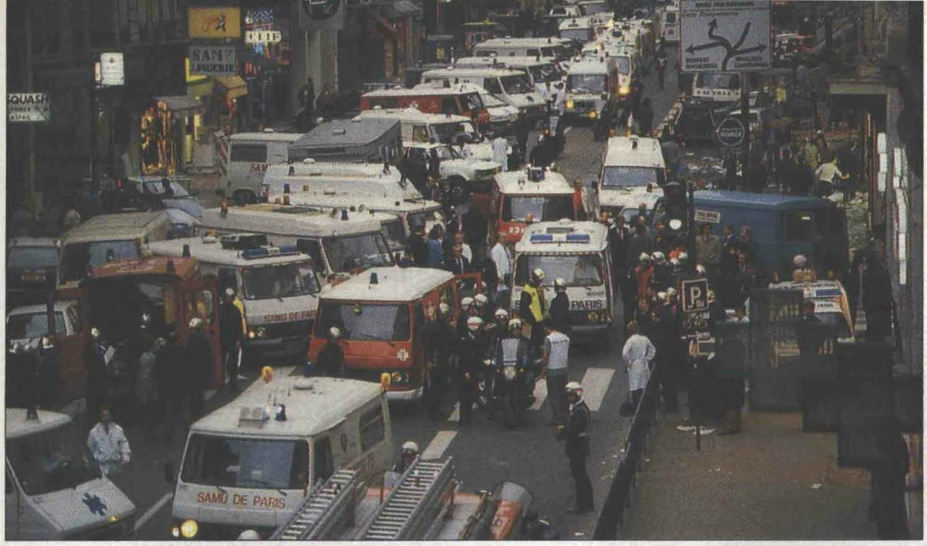
■ Avec 2.030.000 immatriculations en 1991, le marché automobile français va perdre plus de 200.000 voitures, par rapport à 1990 -année exceptionnelle, il est vrai-.
Les ventes ont baissé de 12,6 % en octobre et 5 % en novembre. Reprise escomptée en 1992 par les constructeurs, avec 2,2 millions de voitures.

■ **Le PDG d'Air France, Bernard Attali, a été séquestré jeudi dernier par 200 à 300 salariés d'UTA qui ont interrompu une séance du comité central d'entreprise pour protester contre le projet de restructuration de leur groupe.**
Les syndicats d'UTA ont appelé le personnel à des arrêts de travail, le 5 décembre, jour d'une nouvelle réunion qui, cette fois, se déroulera au siège d'Air France.

■ Le directeur de la Fonction publique, Bernard Pécheur, doit remettre avant la fin de décembre un rapport sur le plan social d'accompagnement des mesures de délocalisation d'établissements publics en province.

■ **19% de la population, 23% des emplois sont concentrés en Ile-de-France.**
Toutefois, l'INSEE souligne le dynamisme des grands pôles urbains (surtout ceux de l'axe Lyon-Méditerranée-Toulouse) et insiste sur les évolutions contrastées à l'intérieur de l'Ile-de-France elle-même.
La population de la ville de Paris a diminué de 23% en 30 ans, alors que celle de l'Essonne a été multipliée par 2,3 entre 1962 et 1990.

■ Ile salon Sésames de l'orientation et de la formation professionnelle, organisé par les trois académies d'Ile-de-France et l'ONISEP, du 16 au 19 décembre, au Parc des expositions de Paris-Nord-Villepinte. 200.000 lycéens de seconde, première et terminale rencontreront des professionnels de toutes les branches, des responsables d'écoles...



▲ *"Le texte est, à la virgule près, le même que celui de la loi du 20 septembre 1986 sur les victimes du terrorisme." (Paris, rue de Rennes, 17/9/1986).*

Sur les modalités techniques, le projet de loi apparaît pour tous acceptable. Si l'opposition donne dans la provocation en évoquant, par la voix de Juppé, Giscard ou Barrot, rien moins que l'annulation des dépenses pour de grands projets, tels que la TBB (très grande bibliothèque), un point mérite encore d'être éclairici.

ILS SERAIENT ENTRE 5 ET 7.000

Combien de personnes seront concernées par l'indemnisation ? 5.000 à 7.000, estime le gouvernement. Pour les victimes directes, auxquelles il faut ajouter les ayants droit, époux, enfants, concubins, les contaminés sexuellement par des transfusés... La loi couvrira les transfusés et hémophiles contaminés entre le début de l'épidémie de sida et janvier 1990, date à laquelle les polices d'assurance des centres de transfusion ont inclus la prise en charge des receveurs. Une population qui dépasse de très loin les contaminés de la période litigieuse de mai à septembre 1985. D'autant que, si le mouvement se poursuit, les indemnités pourraient grimper : le tribunal de grande instance de Toulouse vient de condamner les centres national et régional de transfusion sanguine à 2 millions de F par personne contaminée.

"Assez de mauvais procès ! s'insurge-t-on au ministère. Il est facile d'incriminer les erreurs des socialistes. En réalité, la plupart des hémophiles séropositifs étaient alors déjà porteurs du virus. Ils ont été contaminés avant toute possibilité de dépistage. Quant aux transfusés, les tests ayant pratiquement été généralisés en juillet 1985 et systématisés le 1er août, seuls quelques dizaines de transfusés ont été contaminés entre mai et juin."

La plupart des pays d'Europe ont indemnisé les victimes de transfusions, notamment la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Espagne, la Suisse...

Certes, cette mesure est reçue avec des grimaces et les députés socialistes se disent pressés de l'amender et d'en modifier les dispositions financières. CSG ? Impôt ad hoc ? Déficit aggravé du budget ? La discussion s'ouvre sur la manière d'exprimer au mieux la solidarité de tous.

P.J.

... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ **Les prix ont augmenté de 0,4% en octobre, après 0,2% en août et septembre, selon l'indice définitif calculé par l'INSEE.**

■ Un accord salarial pour 1992 a été signé dans la chimie. Il prévoit cinq niveaux de rémunération annuelle garantie et revalorise de 2,8% le point servant à déterminer la rémunération minimale de chaque cœfficient.

■ **2.796.100 demandeurs d'emploi fin octobre, soit 11,1% de plus qu'il y a un an, du fait -surtout- de licenciements. Moins de retours à l'emploi par rapport au mois dernier, d'où une hausse du chômage de 0,9% et un taux qui s'établit à 9,7% de la population active.**

■ Villeurbanne a consulté les parents des élèves de primaire et de maternelle sur l'organisation de la semaine scolaire. Quatre scénarios étaient proposés et c'est la semaine des quatre jours qui l'a emporté haut la main avec 57,02% des suffrages (taux de participation de 51,53%). Il reste aux conseils d'école à s'exprimer et c'est l'inspecteur d'académie qui tranchera, après avoir recueilli l'avis de la municipalité.

■ **Les enseignants du SNES (premier syndicat en lycée) en grève du zèle : pas de devoirs jusqu'à Noël, boycott des réunions à partir de janvier, puis grève totale. Ils protestent contre la réforme des lycées, les projets pour le collège, les sureffectifs, les retards de paiement et demandent l'ouverture de négociations sur les salaires.**

■ La commission européenne a finalement donné son accord aux activités de reconversion de six groupes industriels français : EDF, Elf Aquitaine, Thomson, Pechiney, Rhône-Poulenc et EMC. Elle considère en effet que les sociétés de reconversion agissent comme des investisseurs privés et que leurs aides ne peuvent être assimilées à des aides d'Etat.

■ LES ETATS GENERAUX ■ DE L'OPPOSITION : PROMESSES, PROMESSES !

Rongeant son frein dans l'opposition, la droite essaie de se redonner une image sociale. Elle ne réussit qu'à sombrer dans la démagogie.

Le scénario est désormais bien rodé, mais risque d'apparaître un brin monotone pour les habitués des états généraux de l'opposition. A Vitré, Giscard et Chirac n'ont pas failli à la règle d'or du feuilleton de la droite : ils se sont croisés, en évitant soigneusement de se rencontrer.

Une grand-messe qui avait pour thème officiel le social et pour ambition officieuse de récupérer le malaise des catégories de Français touchées par la crise. Résultat : un catalogue d'incantations et un programme qui demeure au total bien flou. RPR et UDF voulaient faire de cette manifestation la démonstration de leur union. Ils ont affiché des objectifs sensiblement différents.

Lucide et conscient du peu de crédibilité de la droite sur le terrain de la justice sociale, Jacques Chirac s'est tout d'abord livré à une autocritique : "Mon gouvernement n'a pas pu, faute de temps, aller aussi loin sur la voie du progrès social que nous le voulions"... Et d'avancer la recette magique : il faut augmenter les salaires. Pour cela une seule solution : transférer progressivement sur le budget de l'Etat, le financement des allocations familiales aujourd'hui à la charge des entreprises. Une opération estimée à 125 milliards de F. Les sommes ainsi dégagées par les entreprises seraient directement reversées par celles-ci sur la feuille de paie des salariés.

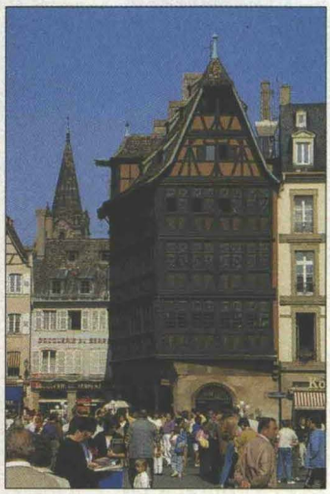
Une idée séduisante mais qui se heurte à la dure réalité d'une croissance insuffisante et qui nécessiterait donc, pour être mise en œuvre, la réduction de certaines dépenses publiques. Alors, la droite a-t-elle dans l'esprit de rogner sur l'Education nationale, ou certaines dépenses de santé ? Cela n'a jamais été évoqué clairement ; mais la formule du porte-parole de l'UDF pour la santé, Philippe Douste-Blazy, "il faudra fermer des lits à l'hôpital", n'augure rien de bon. Michel Charasse n'a eu aucune peine à relever la démagogie des propositions du patron du RPR. "C'est un tour de passe-passe, car Jacques Chirac ne dit pas qui va payer ce transfert. 125 milliards de F, c'est 40% de l'impôt sur le revenu. Si Jacques Chirac se propose d'augmenter de 40% l'impôt sur le revenu pour financer ce transfert, il doit le dire clairement."

A côté des grands chantiers chiraquiens, les propositions giscardiennes sont apparues bien modestes.

Giscard se contente de prôner une réduction "de 0,5% par an des prélèvements obligatoires supportés par les Français." Une réserve qui tranche avec les ardeurs revanchardes d'une base très poujado-libérale. On a ainsi pu entendre certains rêver de voir la Sécurité sociale mise en concurrence avec les compagnies d'assurance... Et d'autres de reprocher à la droite sa frilosité en matière de santé. A Vitré, les ténors ont contenu ceux qui rêvent du grand soir. Le pourraient-ils demain ?

Caroline Nicolas

Strasbourg préserve son centre

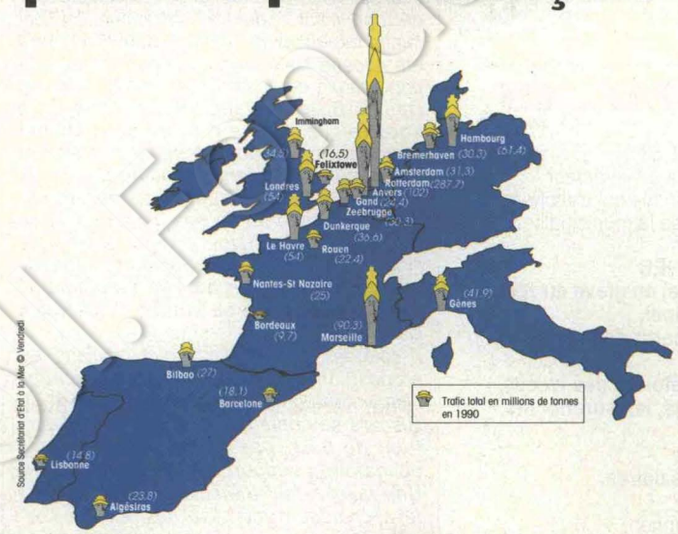


Le 24 février 1992, le transit des automobiles sera interdit dans l'hypercentre de Strasbourg (et non pas dans tout le centre, comme on a pu le dire). 200.000 véhicules par jour entraient dans la capitale alsacienne il y a dix ans, 240.000 aujourd'hui. Une inflation source d'engorgement et de pollution : émanations de monoxyde de carbone supérieures aux normes recommandées par l'OMS (56 mg³ par heure pour une norme de 30 mg), dégradation des façades (70 à 90% des salissures y sont déposées par les véhicules). Un danger pour le centre historique sans justification économique puisque 40% des véhicules traversant le centre ne s'y arrêtent pas.

Pour accompagner cette disposition, ont été décidés l'aménagement en zones piétonnes des rues et places centrales, la mise en place de boucles de desserte et d'itinéraires cyclables. Mais pour que ce plan soit viable, Strasbourg devra redoubler d'efforts en matière de transports en commun : ils n'assurent aujourd'hui que 20% des déplacements entre le centre et le reste de la communauté urbaine. Strasbourg compte donc réorganiser le réseau d'autobus, en synergie avec le tramway, dont la première ligne devrait ouvrir en septembre 1994.

Cette décision de Catherine Trautmann risque de heurter le goût du confort individualiste de certains conducteurs, sans parler de l'opposition de commerçants qui estiment, souvent à tort, qu'un automobiliste passant devant sa vitrine est un client potentiel. ●

nouveau look pour les ports français



Rotterdam réalise, à lui seul, un trafic de marchandises équivalent à celui de tous les ports français. Voilà qui justifie le plan présenté par Paul Quilès et Jean-Yves Le Drian.

Trois volets à ce plan : l'amélioration des dessertes terrestres des ports français, la modernisation de la gestion portuaire avec, à la fois le renforcement des capacités financières et l'assouplissement de la gestion domaniale, administrative et douanière sur les ports et l'adaptation de la manutention portuaire. ●

un plan pour l'agriculture

Promis par François Mitterrand, le plan d'adaptation de l'agriculture a été annoncé par le gouvernement (coût : un milliard de F). Il prévoit la mise en place d'un dispositif de préretraite pour les agriculteurs de 55 à 59 ans, des aides à l'installation, des aides aux investissements et la détaxation des carburants verts.

Un plan essentiel pour l'avenir de l'agriculture et plutôt bien accueilli par les professionnels, syndicats agricoles et chambres d'agriculture. Il doit cependant être relié aux vingt mesures pour l'espace rural, annoncées en même temps (également d'un coût d'un milliard de F) et qui trouveront leur prolongement tout au long du prochain printemps, à travers la préparation décentralisée des assises de l'espace rural.

Parmi ces vingt mesures figure la tant attendue dotation de développement rural (DDR), amendement au projet de loi sur l'administration territoriale de la République, (300 MF en 1992, 600 MF en 1993 et un milliard en 1994). Au cours de l'examen en deuxième lecture par l'Assemblée nationale de ce même projet de loi, a été adoptée une proposition de Robert Savy (87), créant un fonds de correction des déséquilibres interrégionaux : ainsi, en 1992, les cinq régions les plus riches verseraient 300 MF à sept régions de métropole et quatre d'outre-mer.

Autant d'éléments tangibles de la volonté de donner davantage aux collectivités les plus défavorisées. ●

PAGE PREPAREE PAR MARYLINE TRASSARD

PETITES ANNONCES

☎ 45 56 78 57

12401

VILLE DE MONTLUÇON
(Allier) 50.000 habitants

recrute d'urgence
par voie de mutation

ASSISTANT TERRITORIAL DE CONSERVATION DE BIBLIOTHEQUE

pour sa discothèque municipale
(6.000 disques compacts, 1.500 33 t, 1800 cassettes)

PROFIL

- Motivation pour la musique sous toutes ses formes
- Sens des relations avec le public jeune, adolescent et adulte
- Goût pour le travail d'équipe
- C.A.F.B. option discothèque

Poste à pourvoir
◆ au 1er janvier 1992 ◆

Adresser candidature et CV détaillé à

M. le Député-Maire - BP 238
03109 MONTLUÇON cedex
☎ 70.05.00.16 poste 1716

12402

SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI
(Nord) 1.663 hab.

recrute son

SECRETAIRE GENERAL DE MAIRIE

CONDITIONS STATUTAIRES

Poste à pourvoir
◆ au 1er janvier 1992 ◆

Adresser candidature et CV détaillé à

Monsieur Jean-Raymond WATTIEZ
Maire - Hôtel de Ville
place Jean-Jaurès
59292 SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI

EN BREF... EN BREF... EN BREF

■ **"Les espaces naturels, un capital pour l'avenir", c'est le titre d'un rapport du commissariat au Plan. Si les espaces naturels français sont vastes et variés, ils sont aussi mal connus et insuffisamment protégés. 25 mesures (études d'impact, enquêtes publiques, application du principe pollueur-payeur, etc.) La Documentation française. ☎ 40.15.70.00**

■ Lognes, plus jeune ville de France. Sur 13.087 habitants, 83% ont moins de 40 ans, et 36% moins de 15 ans... Moyenne d'âge des élus : 38 ans. La municipalité de Lognes (77) consacre 21,6% de son budget à la petite enfance. En 1991, 20.000 F sont prévus pour réaliser les projets du conseil municipal d'enfants.

■ **Tullins-Fures (38) fait le bilan, un an après le lancement du contrat pour l'environnement entre la commune et les citoyens. 4.780.000 F ont été investis depuis un an pour la protection de l'environnement. Voilà qui justifiait le trophée "Eco-actions 91", decerné par l'association des Eco-maires.**

la démocratisation s'engage au Mali

Le 25 mars, à l'issue d'une lutte difficile et sanglante, le peuple malien renversait le général Moussa Traoré, chef de l'Etat, inamovible depuis vingt-trois ans.

Plusieurs organisations ont conduit le mouvement démocratique : le Comité national d'initiative démocratique (CNID), l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), l'Association des élèves et étudiants (AEEM), ainsi que les syndicats et les organisations d'avocats et de magistrats. Si tous n'avaient pas la même approche de l'action à mener, ils se retrouvèrent côte à côte dans les grandes manifestations contre la dictature qui débutèrent après l'été 1990, dont certaines furent brutalement réprimées. En dépit de leurs divergences, le CNID et l'ADEMA, en raison de leur rôle dans la lutte contre la dictature, donnent à la gauche malienne un net avantage à la veille des échéances électorales. En effet, depuis le 25 mars, la jeune démocratie malienne a fait un parcours sans faute.

Un gouvernement dirigé par Soumana Sacko et un Comité de transition pour le salut du peuple ont préparé le passage à la démocratie. La Conférence nationale, rassemblant les forces vives du pays, s'est ouverte fin juillet à Bamako. Elle a mis au point une charte des partis, un code électoral et un projet de constitution soumis au vote du peuple. Une série de consultations électorales (référendum constitutionnel, législatives et présidentielle, municipales), en décembre 1991 et janvier 1992, doivent doter le Mali d'un système représentatif, tandis que s'effacera le gouvernement de transition.

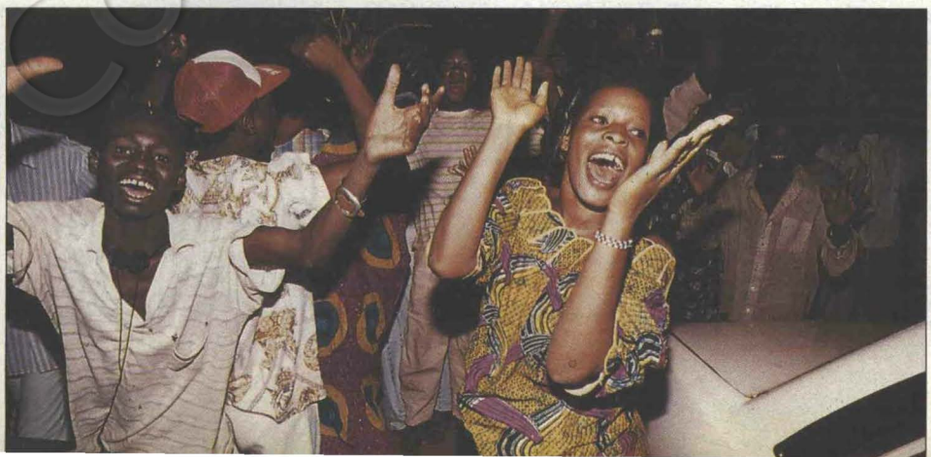
Le CNID et l'ADEMA seront en concurrence. Le Rassemblement pour la démocratie et le progrès (RDP), proche des milieux d'affaires, et une dizaine de groupements issus du régime de Moussa Traoré seront présents. Le défi lancé à cette jeune démocratie est de taille : l'économie est en crise, l'appareil administratif est en crise, le nombre des diplômés chômeurs atteint 11.000...

Mais le défi le plus grave est la question touareg, qui resurgit un quart de siècle après son "règlement" par une répression féroce en 1963-1964. Plusieurs dizaines de milliers de nomades touareg occupent la partie saharienne du Mali. Comme au Tchad, ils ont mal supporté l'autorité d'administrateurs venus du Sud, mal formés et souvent méprisants. Une guérilla s'est développée dans le désert en 1990, mettant plusieurs fois en échec l'armée malienne. Un statut d'autonomie, jamais appliqué, avait été conclu en janvier 1991 avec Moussa Traoré. L'avenir de la démocratie malienne dépend de sa capacité à résoudre ce conflit par des voies politiques et non militaires. D'ici à la fin de décembre, plusieurs rencontres sont prévues dans le Nord du Mali et en Algérie entre différentes composantes touareg dans un premier temps et, ensuite, avec les autorités maliennes. En cas d'échec, les groupes nomades, comme au Tchad, pourront chercher à déstabiliser l'Etat central. En fait, une guerre dans cette partie du Sahara aurait des effets en chaîne sur le Maghreb et les pays africains voisins.

La gauche malienne a aujourd'hui besoin de la solidarité de la France. Mountaga Tall et Amidou Diabaté, président et secrétaire général du CNID, ont été reçus au PS. Ces retrouvailles au grand jour, après une longue parenthèse, illustrent symboliquement le renouvellement en cours des relations franco-africaines.

Jean-Louis Triaud

▼ *Le 26 mars à Bamako, la liesse populaire.*



BREF... EN BREF... EN

■ **Une très forte majorité d'Ukrainiens se sont prononcés en faveur de l'indépendance de leur république. Le résultat, qui réalise un rêve multiséculaire pour l'Ukraine, marque le coup de grâce de l'empire russe. Léonid Kravtchouk devenu le premier président de l'Ukraine indépendante, refuse d'emblée de signer le traité de l'Union. Le Canada, la Pologne et la Russie ont été les premiers à reconnaître l'Ukraine. Le Japon, les Douze et les Etats-Unis font preuve de prudence. L'Ukraine dispose en effet d'armes nucléaires et ils veulent être rassurés sur leur contrôle. Mikhaïl Gorbatchev sort un peu plus affaibli de ce nouveau contexte...**

■ La Syrie, la Jordanie, les Palestiniens et le Liban étaient présents au rendez-vous fixé le 4 décembre pour la reprise des négociations bilatérales avec Israël, dont la délégation n'arrivera que le 9.

■ **Les Khmers rouges demandent l'envoi immédiat de 800 soldats des Nations Unies à Phnom-Penh pour les protéger, après l'attaque par des manifestants d'un de leurs dirigeants. Des lettres révèlent, en outre, que Pol Pot, de sinistre mémoire, est en contact avec la délégation khmère rouge à Phnom-Penh. La vigilance s'impose au Cambodge.**

■ Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, a signé à Phnom-Penh une convention pour faire inscrire le parc d'Angkor au "patrimoine mondial".

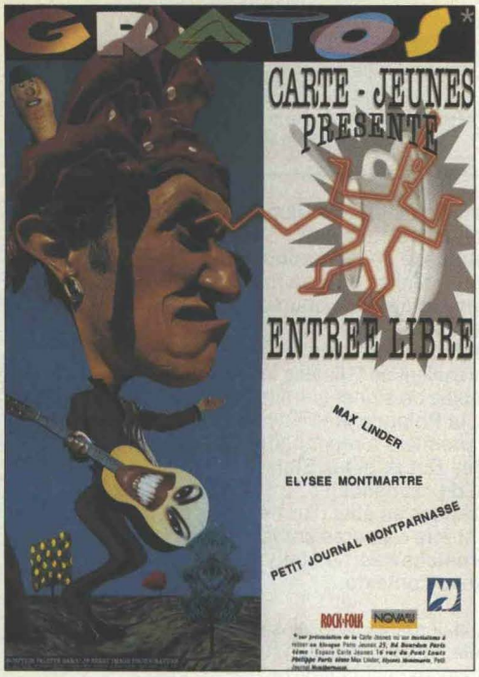
■ **L'Assemblée nationale algérienne a adopté une nouvelle loi sur les hydrocarbures ouvrant de nouveau les champs algériens aux compagnies internationales.**

■ Au Togo, les militaires ont tenté de mettre fin à la démocratisation en cours depuis six mois, en s'emparant de façon violente (17 morts) du siège du gouvernement et en capturant le premier ministre Joseph Kokou Koffigoh. Le président Eyadéma semble avoir été surpris. Paris a envoyé 300 soldats au Bénin voisin pour une éventuelle protection et évacuation de la communauté française. Avec la médiation de l'ambassadeur de France, Bruno Delaye, des négociations ont permis à J. Kokou Koffigoh d'annoncer la constitution d'un gouvernement provisoire. Situation à suivre, notamment pour la France, qui soutient les processus démocratiques en cours, en Afrique noire.

■ **Pour nécessité électorale, George Bush a été contraint de se séparer de John Sununu, secrétaire général de la Maison Blanche, tenu pour responsable de "gaffes" préjudiciables au président et aux républicains.**

■ Après 2.454 jours de captivité, le journaliste Terry Anderson, dernier Américain détenu au Liban et aussi le plus ancien des otages, vient d'être libéré.

■ **La Libye demande la réunion du conseil de la Ligue arabe pour discuter de la crise qui l'oppose aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France.**



• ENTREE LIBRE •

Les 21, 22 et 23 décembre

Carte-Jeunes vous offre en cette fin d'année trois nuits de spectacles gratuits. A vos marques !

• **21/12** : *projections publiques* de minuit à l'aube au Max-Linder. *Hush a buy baby,* en avant-première, et courts métrages - 50 coupe-file pour nos abonnés.

• **22/12** : *Toto & Co,* de 17 h à 1 h du mat', à l'Elysée-Montmartre - 100 coupe-file pour nos abonnés. Alors, surtout, n'hésitez pas à aller faire votre marché dans ce "souk" mensuel où l'art et la fête mixent la "world culture"...

• **23/12** : concert "jazzy" (*De qui se moque-t'on* et *Bumble Beese*) à partir de 21 h au Petit Journal Montparnasse - 30 coupe-file pour nos abonnés.

• ORCHESTRE • DE CHAMBRE DE PRAGUE ET PAUL BADURA-SKODA

Automne musical de Nîmes, le 14 décembre

Fondé juste après la seconde Guerre mondiale par des musiciens de la radio de Prague, l'Orchestre de chambre de Prague fut le premier ensemble du monde à jouer sans chef. Et ce qui n'était au début qu'une originalité un peu déroutante devint très rapidement l'un des meilleurs orchestres du monde (plus d'un million de disques vendus...). Avis aux mélomanes !

L'Automne musical de Nîmes et "Vendredi" offrent 10 places à nos abonnés.

Amis de province qui "montez" à Paris pour les fêtes de fin d'année, nous avons pensé à vous...

• MANUEL • LE FILS EMPRUNTE

de François Labonte, sortie le 18 décembre

Les relations entre un adolescent d'origine portugaise et un vieux militant anarchiste... avec Francisco Rabal et Nuno da Costa. Un film qui a déjà remporté de nombreux prix. A voir.



30 places gratuites pour nos abonnés du 18 décembre au 5 janvier.
LE LATINA
20 rue du Temple, 75004 Paris.

Pour obtenir les places
☎ *45.56.78.56 / 78.57*

Pour connaître les programmes
• *Le Latina* ☎ *42 78 47 86*
• *Automne musical de Nîmes* ☎ *66 64 98 50*
• *Le Lucernaire* ☎ *45 44 57 34*

Annie Philippe et Daniel Hubscher dédicaceront leur ouvrage
"ENQUETE A L'INTERIEUR DU PS"
lors du congrès extraordinaire sur le stand "Vendredi"

"VIEILLIR DANS LA DIGNITÉ"
(Nicole Henry-Crémon)

Un guide pour la réflexion et l'action. Un carnet d'adresses complet.

En vente à la boutique de Solferino au prix de 120 F (chèque à l'ordre du PS)



Bulletin d'abonnement

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs

❑ ***C'est décidé, je m'abonne !***
Ci-joint paiement par chèque bancaire ou postal
• ⌴ Abonnement(s) à 250 F
(400 F DOM-TOM / CEE / 600 F autres pays)
• ⌴ Abonnement(s) de soutien à ..... F
Soit au total : ..... F

❑ ***Veuillez abonner de ma part***
Pour deux abonnements vendus, "Vendredi" maintient l'ancien tarif d'abonnement (200 F) et vous offre un "pin's" (dans la limite des stocks disponibles). *Et vous devenez membre du Club.*

10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse et le montant des abonnements

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....

▼ 1 ▼
Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

▼ 2 ▼
Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

Au Lucernaire

• MADEMOISELLE ELSE •

Jusqu'au 11 janvier

Vienne 1920... Mademoiselle Else, symbole d'une société qui vivait pour se voir vivre ; perpétuellement devant le miroir, elle s'observe, se complaît. Une pièce d'Arthur Schnitzler, adaptée et mise en scène par Eric Lorvoire.

Le Lucernaire et "Vendredi" offrent 6 places à nos abonnés le 30 décembre.

Tarif réduit **(84 F au lieu de 140 F), du 23 au 28 décembre, à nos lecteurs se présentant avec "Vendredi" sous le bras.**



• LE PETIT PRINCE •

Spectacle permanent

On ne présente plus le célèbre récit de Saint-Exupéry, symbole d'amour et de paix...

Par la compagnie Guy-Gravis, seule autorisée par la succession de Saint-Exupéry et les éditions Gallimard à représenter "Le Petit Prince". Un spectacle à l'affiche du Lucernaire depuis le 18 mars 1987.

4 places gratuites pour nos abonnés le 30 décembre.

▲ TIRAGE LIMITE ▲
"SPECIAL CONGRES"
Les 14 et 15 décembre, "Vendredi" publiera 2 numéros spéciaux en direct du congrès.
Attention : seuls les membres du Club les recevront !
Donc, abonnez-vous, offrez des abonnements !

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

28 novembre
Déjeuner à l'Elysée en l'honneur de Javier Perez de Cuellar à qui François Mitterrand remet les insignes de grand croix de la Légion d'honneur. Le secrétaire général des Nations Unies dresse le bilan de ce qu'il a pu faire en dix ans à la tête de l'organisation, en dernier lieu le Cambodge et le règlement de l'affaire des otages au Liban. Et aussi, modestement, de ce qu'il n'a pas réussi et, d'abord, le fait que le dialogue Nord-Sud, auquel il est si fortement attaché, n'ait guère progressé. Il voudrait, avant de quitter New York, avoir obtenu le déploiement de "casques bleus" en Yougoslavie pour faire respecter le cessez-le-feu. Mais il est visiblement inquiet, tout comme le président de la République, du risque de contagion des affrontements entre Serbes et Croates. Rendu dans quelques semaines à la vie civile, Perez de Cuellar, qui va s'installer en partie à Paris, a l'intention non pas d'écrire ses "mémoires" mais de faire jouer sa mémoire pour tracer une série de portraits -"pas toujours aimables", dit-il- des grands personnages du monde qu'il a rencontrés pendant ces dix ans. "Le vôtre sera bienveillant, car vous m'avez toujours aidé", annonce-t-il à François Mitterrand qui sourit : "Oh ! Vous savez, j'ai tellement l'habitude des portraits désagréables."

29 novembre
Une organisation d'extrême droite, annexe du Front national, couvre les murs de Paris d'une affiche en énormes caractères : "Aimez la France ou quittez-la !" Aiment-ils la France, ceux qui veulent en chasser l'étranger au nom de théories racistes et xénophobes qui ont marqué les heures les plus sombres de l'histoire de notre pays ?

1er décembre
Pourquoi bouder notre plaisir ? Cette victoire de Guy Forget qui nous ramène la coupe Davis, cinquante-neuf ans après les "quatre mousquetaires", a fait vibrer pendant trois heures des millions de téléspectateurs qui ne sont pas tous des passionnés de tennis. Depuis l'époque de Borotra -présent à 93 ans dans les vestiaires de Lyon !- ce sport s'est sensiblement transformé. Il est devenu spectacle mais aussi, du moins pour la coupe Davis, sport d'équipe. Les Américains ont aligné quatre beaux joueurs à qui il a manqué une flamme commune. Forget et Leconte n'étaient que deux sur le court mais, autour d'eux, Yannick Noah a su faire vivre une ambition collective qui les a portés. On était loin cette fois du dévoiement dans lequel sombre trop souvent le sport de compétition.

Tandis que Giscard et Chirac -toujours en prenant bien soin de ne pas se rencontrer- se livrent à Vitré à une surenchère de démagogie sociale, Raymond Barre continue à jouer sa petite musique. On sait qu'il n'aime ni les partis ni les programmes, mais il dénonce aussi le régime des médias "qui ne parlent jamais aux Français des choses qui vont bien dans ce pays" et le régime des sondages qui condamnent le premier ministre, ce à quoi il ne s'associe pas. Il aime bien aussi Jacques Delors qui, au même moment, sur une autre chaîne, n'exclut pas de revenir l'année prochaine sur la scène politique française s'il peut être utile à François Mitterrand.

2 décembre
Même s'il était prévisbile, le vote massif des Ukrainiens pour l'indépendance n'est pas un mince événement. Le maire de Saint-Pétersbourg, Anatoli Sobtchak, de passage à Paris, ne cache pas que la sécession de la deuxième république ex-soviétique serait lourde de menaces. Comme plusieurs dirigeants russes, il espère pourtant que, la fièvre des élections passée, l'Ukraine reviendra à plus de réalisme. On ne tardera pas en tout cas à savoir si Mikhaïl Gorbatchev a encore une chance de maintenir au moins un semblant d'union.

VIRGIL TANASE
L'art et le réel

Pour ne pas laisser croire que les idées vivent exclusivement dans l'espace des livres, et parce que le hasard m'en donne une si émoustillante occasion, pourquoi ne pas continuer le débat proposé, il y a quelques semaines, par les ouvrages de Daniel Mesguich et Georges Banu sur le théâtre ("Vendredi" n° 121) ?
Cette fois-ci, autour de deux spectacles dont les options, diamétralement opposées, soulèvent, une fois de plus, par delà les histoires que les comédiens racontent, quelques-unes des questions fondamentales du théâtre (auxquelles il serait, certes, imprudent de vouloir donner des réponses tranchées).
Le propre d'une œuvre d'art digne de ce nom, c'est qu'elle ne se contente pas de vous inciter à réfléchir à la vie dont elle tire sa substance ; elle vous donne également à penser son propre mécanisme, sa raison d'être au monde ; en d'autres mots, elle se met en cause elle-même et, de ce fait, produit un discours à la fois sur le réel et sur le regard que l'on porte sur ce même réel.
C'est le cas pour la mise en scène de Jacques Nichet qui, au Théâtre de la Ville, se sert de deux textes d'un des grands auteurs de ce siècle, injustement oublié en France, le Napolitain Eduardo de Filippo (né en 1900). Entre la farce (un prestidigitateur engage un assistant maladroit qui fait foirer ses tours) et le drame (une jeune femme est pratiquement vendue par son mari), la façon de Jacques Nichet de nous amener au théâtre, c'est le croquis d'après nature. Les traits, en encre de Chine, sont rapides, essentiels, avec, dans le geste, la joie de celui qui réduit un mouvement à une ligne, un caractère à une tache de couleur. Les personnages sont des intentions, les intentions sont des gestes précis, le conflit qui s'engage est un déplacement, même l'exubérance se réduit à une musique. La vie sur scène est une transparence qui nous engage à n'y voir qu'une sorte de fenêtre ouverte dans le mur épais du quotidien.
Au Studio-théâtre de Vitry, Alain Ollivier met en scène "Les Bonnes", de Jean Genet, dans un style complètement différent -et c'est la confrontation de ces deux points de vue que j'avais envie de vous soumettre. Ici, le théâtre joue à fond l'artificieux, se dégage volontairement de toute vraisemblance pour dire que, surtout, ce n'est pas la vie que l'on voit, mais une construction à la vigueur équivalente, de toute façon d'une nature différente. A l'intérieur de cette option, Alain Ollivier est tout aussi logique et brillant que Jacques Nichet à l'intérieur de la sienne. Dans les deux cas, la vie réelle du comédien, mise à la disposition de l'art, est traitée différemment. Jacques Nichet dépouille jusqu'à faire voir l'horlogerie, comme à travers le boîtier en verre d'une montre. Alain Ollivier injecte dans les corps des substances lourdes, étrangères, dans l'espoir de nous faire enfin apercevoir ce à quoi, pris par l'habitude, nous ne faisons jamais attention.
Sans vouloir décider de la légitimité de l'une ou de l'autre de ces deux démarches, je ne puis m'empêcher de ressentir devantage d'émotion devant l'arlequinade mise en scène par Jacques Nichet (un des meilleurs spectacles de ces dernières années). Le théâtre d'Alain Ollivier passe par la tête, et Dieu sait à quel point notre intelligence est un filtre incompétent. Le spectacle d'Alain Ollivier a un langage que je dois apprendre au fur et à mesure que l'action dramatique me l'enseigne. Jacques Nichet part de l'idée que spectateurs et acteurs naviguent dans les mêmes eaux, et qu'il suffit de les secouer pour que les vagues qui soulèvent les acteurs, entraînent également les marins assis sur les gradins.
Mais, dans un cas comme dans l'autre, l'art se fait en s'affichant et en se mettant en cause. Le discours théâtral semble nous questionner sur sa façon de parler : ce que je dis, comment dois-je le dire ? Et c'est suffisamment rare pour qu'il ne nous soit pas permis de rater cette occasion de réfléchir à ce qui est, encore, aujourd'hui, le théâtre, ce théâtre qui, selon certains, n'arrête pas de mourir. Encore qu'une agonie qui perdure depuis deux mille ans a toutes les chances de tenir encore un bon moment.

Ce théâtre qui, selon certains, n'arrête pas de mourir, a toutes les chances de tenir encore un bon moment.



▲ *Jacques Nichet, c'est le croquis d'après nature. "Le Haut-de-forme". (E. de Filippo).*

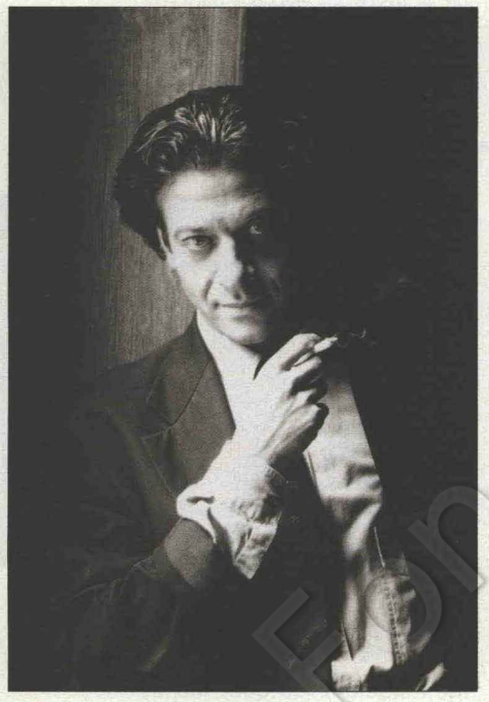
livres et disques à offrir

Du cote des romans

C'est du côté des romans de l'année que le choix est le moins simple. La commodité serait d'offrir un des grands prix littéraires 1991.

• N'en rien faire, ou ne pas s'écarter ni du beau livre de **Dan Franck**, ***"La Séparation"***, au titre explicite et d'une authentique sensibilité (Seuil, 218 p., 89 F) ni de ***"Un long dimanche de fiançailles"***, de **Sebastien Japrisot**, belle histoire d'amour sur un fond de fatalité (Denoel, 370 p., 125 F).

• Mais le plus beau roman de la rentrée n'a pas été couronné de lauriers. C'est ***"Sonate au clair de lune"***, de **Nicolas Brehal** : le bref passage d'une semaine de temps, une ambiance esquissée et captivante (Mercure de France, 258 p., 89 F).



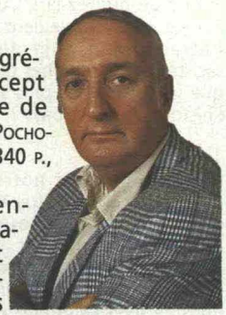
▲ *Nicolas Bréhal.*

• S'il existait un prix de la plus belle écriture, il irait à **Pierre Moinot** pour ***"La Descente du fleuve"*** : un couple, un fleuve et le temps qui s'écoule, lui aussi (Gallimard, 242 p., 90 F).

• Autre tempérament authentique d'écrivain : **Agota Kristof**. Avec ***"Le Troisième mensonge"***, roman blessé d'une quête de la vérité, à mille lieues des bricolages de circonstance, intitulés romans par commodité, et qui s'empilent chez les libraires (Seuil, 188 p., 85 F).

Romans, encore, d'hier ou d'avant-hier : plaisir du destinataire garanti.

• Toute l'œuvre de **Boris Vian** en un seul volume, dans un nouveau et agréable concept du "Livre de poche" (Pochotheque, 1.340 p., 140 F).



• Présentation analogue -et bienvenue- des romans d'**Alphonse Boudard**, pudique malfrat (Presses de la Cité-Omnibus, 770 p., 115 F) ou de ceux de la première période de **George Sand** ***"Indiana"***, ***"Lélia"***, ***"Mauprat"***, etc. (ID, 1.356 p., 135 F).

• La collection ***"Bouquins"***, qui fut l'initiatrice de ce type d'édition, compacte, de qualité et peu onéreuse, publie le deuxième des cinq tomes prévus des Rougon-Macquart (***"L'Assommoir"***, ***"La Faute de l'abbé Mouret"***, etc.). Pour une intégrale de **Zola**, agréable et bon marché (Laffont-Bouquins, 1.376 p., 140 F).

Et des livres pratiques

En tête,

• ***"Quid"***, la plus recommandable des encyclopédies-réponse à tout en un seul volume. A peu près incollable, rarement pris en défaut (Laffont, 2.032 p., 225 F).

• Larousse, spécialiste des ouvrages de référence, multiplie les publications. ***"Thesaurus"*** est particulièrement intéressant : ce dictionnaire de la langue constitue également une boîte à idées. Des mots aux idées et des idées aux mots (1.148 p., 300 F).

• ***"Mémo benjamin"*** est l'adaptation de l'encyclopédie ***"Mémo"*** à l'usage des 7/9 ans : cent doubles pages très illustrées sur des centres d'intérêt actuels (196 p., 99 F).

• Enfin ***"Théma"***, au complet avec ses deux derniers volumes (sciences de la vie et arts et culture), est la meilleure encyclopédie thématique du moment, contenu et réalisation (chaque volume, 550 p., 499 F).

• Excellents ouvrages de référence également, ***"L'Etat des sciences"***, clair, complet, à jour (La Découverte, 500 p., 149 F).

• ***"L'Encyclopédie géographique"***, 169 pays et leur description physique, économique, historique et institutionnelle ; atlas (Livre de poche, 1.122 p., 155 F).

• ***"L'Atlas des peuples d'Europe centrale"***, livre en situation s'il en est (La Découverte, 194 p., 250 F).

• De circonstance également, ***"Le Livre de l'Europe"***, atlas géopolitique des Douze (Stock / Edition n° 1.320 p., 198 F).

• Le ***"Dictionnaire étymologique des noms de famille"***, où 120.000 noms ont été recensés, en vingt ans, par **Marie-Therese Morlet** (Perrin, 996 p., 320 F).

Parmi les livres-cadeaux types

Bel album de photos avec un vrai texte signé **Jean-Paul Clebert** : • ***"La Durance"***, le torrent alpin devenu un axe de civilisation (Privat, 192 p., 295 F) ;

• ***"1945-1950, la France du baby-boom"***, 300 photos de l'AFP sur ces années de la sortie de la guerre (La Découverte, 220 p., 330 F) ;

• ***"Studio Harcourt"***, un style photographique de légende, 300 portraits (La Manufacture, 186 p., 395 F) ;

• ***"L'Allemagne"***, splendide album sur l'Allemagne réunifiée, dans toute sa diversité : des Alpes à la mer du Nord, de la Rhur aux plaines bavaroises, présentation d'**Alfred Grosser** (Pierre-Bordas et fils, 372 p., 550 F).

▼ *Joséphine Baker (Studio Harcourt).*



Plusieurs centaines de disques sont édités chaque mois et plusieurs milliers de livres. Comment choisir à bon escient ? Voici quelques pistes sur des nouveautés, toutes parues depuis septembre.



▲ *Leipzig : le Rathaus.*



◀ *"Les Indes galantes".*

PUIS LES DISQUES CLASSIQUES

Avec, encore, un livre pour les accompagner : • ***"Les Livrets d'opéra"***, une idée toute nouvelle, les textes de soixante-six opéras et notice, historique, chronologie (LAFFONT-BOUQUINS, LES 2 VOL., 2.762 P., 350 F).

Comment faire un choix en matière de musique ? Plusieurs centaines de compacts sont édités chaque mois, rien qu'en France, uniquement en classique. Quelques très grandes interprétations de cette rentrée :

• ***"Faust"***, le premier enregistrement de l'opéra de **GOUNOD** réellement réussi, un ténor américain -Richard Leech- idéal. Par le Capitole et Michel Plasson (EMI, 3 CD, 54228, ENV. 350 F).

• ***"Salomé"***, de **RICHARD STRAUSS**. Cheryl Studer, lascive et troublante comme le personnage (DEUTSCHE GRAMOPHON, 2 CD, 431810, ENV. 250 F).

• ***"Les Indes galantes"***, de **RAMEAU**, triomphe du baroque français, fête et élégance (HARMONIA MUNDI, 3 CD, 901367, 350 F).

• ***"La Flûte enchantée"***, de **MOZART**. L'ultime enregistrement de Georg Solti avec l'O.S. de Chicago, rayonnant, enlevé (DECCA, 2 CD, 433210, ENV. 250 F).

• Un récital **MARYLIN HORNE**. La mezzo-soprano époustouflante, timbre, technique, sensibilité (ERATO, 45186, ENV. 85 F).

• ***"Le Messie"***, de **HAENDEL**. Très beau plateau vocal, passion, simplicité, musicalité (HARMONIA MUNDI, 3 CD, 907050, ENV. 370 F).

• Romances de **TCHAIKOVSKY ET RACHMANINOV** par un baryton sibérien généreux, profond et sensible : Dmitri Hvorostovsky (PHILIPS, 432119, ENV. 120 F).

• Les neuf symphonies de **BEETHOVEN** par Nikolaus Harnoncourt. Complètement revisitées, rénovées, et fidèles (TELDEC, 5 CD, 46452, ENV. 480 F).

• Les sonates de **BEETHOVEN** (nos 1 à 10). On n'a cessé de dire que Jean-Bernard Pommier est un grand pianiste. En voici la preuve, évidente. Ne pas manquer (ERATO, 3 CD, 45598, 275 F).

• Krystian Zimerman enfin, dans la sonate en si de **LISZT**, qui est l'apanage des très grands. Maîtrise, profondeur, idéal (DEUTSCHE GRAMOPHON, 431780, 125 F).

Sélection établie par JACQUES GARAT *(livres-classique)* et FREDERIC TADDEI *(Jazz-rock-variétés)*

THEATRE ET MUSIQUE

Un double voyage à Avignon avec deux livres.

• Le premier est l'***"Album du festival 1991"*** : échos des spectacles, nombreuses photos, un concentré de passions ("LE MONDE"-EDITIONS, 144 P., 100 F).

• Le second retrace une légende : celle des représentations du ***"Soulier de satin"***, avec **ANTOINE VITEZ**, en 1987. Un vertige (ID, 146 P., 215 F).

• Un gros ouvrage remarquable qui est une première dans l'édition : le ***"Dictionnaire des œuvres de l'art vocal"***. Pour 3.500 œuvres répertoriées dans tous les genres (chanson populaire, grégorien, opéra, comédie musicale, etc.), présentation, exemples musicaux, commentaire, etc. Signé, **MARC HONEGGER**, ce qui est tout dire. Somptueux et précieux (BORDAS, 3 VOL., 2.600 P., 1.197 F).



▲ *"Le Soulier de satin".*

ET ENFIN RYTHMES ET CHANSONS

"Donner avec ostentation, ce n'est pas très joli, mais ne rien donner du tout avec discrétion, ça ne vaut guère mieux." Pour éviter le courroux posthume de Pierre Dac, offrez à vos adorables chérubins, à votre grand Duduche de fiston, ces quelques disques méritant le détour.

• En matière de rock, le dernier **U2** (Wouha ! Génial, merci P'pa !) ***"Achtung baby/Island"*** ravira la petite dernière qui craque pour ces quatre Irlandais et le look spleen, cool et cuir de Bono (ISLAND, 5103474, 110 F).

• L'album post-mortem du bluesman **STEVE RAY VAUGHAN**, ***"The Sky is crying"***, vaut plus que pour sa simple condition de bouts de bobines et de fonds d'enregistrements compilés par son frère Jimmy. Bel hommage au guitariste. (EPIC 468640, 110 F).

• Pièce de choix, le double CD d'**ERIC CLAPTON** en concert : ***"24 nights"*** (Reprise-Wea), album qui n'a rien à envier au légendaire ***"Just one night"***, si ce n'est l'ambiance nettement plus "soft" (assoupie ?) qu'en 1979 : Royal Albert Hall oblige (WEA, 26.420, 160 F).

Si vous pensez avoir passé l'âge de cette musique de sauvages, pas de problème, le jazz est là.

• Avec une réédition du ***"Getz meets Mulligan in hi-fi"*** où les deux saxos offrent en plus des six morceaux d'origine, deux inédits. (VERVE-POLYGRAM, 849393, 120 F).

• **TOOT THIELEMANS** courtise la belle **SHIRLEY HORN** et son trio sur ***"For my lady"***, de son joyeux harmonica (EMARCY-POLYGRAM, 58124, 120 F).

• Non moins gai, ni généreux, fut le saxophone de Manu Djibango enregistré au dernier printemps de Bourges, ***"Live 91"*** (FNAC MUSIC, 662021WM 334, 110 F).



▲ *U2.*

• Enfin et surtout ***"Dingo"*** B.O.F du film de Rolf de Heer, avec une musique de **MICHEL LEGRAND** et... **MILES DAVIS**. L'ultime, donc (WEA, 7599-26438/4, 120 F).

• Et comme tout se termine par des chansons, joignez vos chœurs de veillée à la voix de **JACQUES HIGELIN** qui, sur ***"Illicite"***, fait part de sa joie d'être à nouveau père et, toujours, notre compère (EMI, 7982772, 120 F).

• Tandis que **CLAUDE NOUGARO**, avec le pianiste **MAURICE VANDER**, n'en finit plus -pour notre plaisir- de se confier en public à Cécile sa fille : ***"Une voix, dix doigts"*** (PHONOGRAM, 510655, 170 F).

• Une voix, dix doigts, même combinaison pour un seul homme, **WILLIAM SHELLER**, ***"En solitaire"***, que tout mélomane romantique serait heureux de trouver dans ses souliers un soir de Noël. (PHONOGRAM, 848786, 120 F).

Max Ernst : le jardinier des rêves

Allemand, Américain, Français, en réalité citoyen du monde, dadaïste, surréaliste, compagnon de Picabia, Breton, Eluard, Aragon, Miro, acteur dans le mythique "Age d'or" de Bunuel et Dali, Max Ernst aurait eu un siècle en 1991.
Excellente occasion pour que le musée d'Art moderne-centre Georges-Pompidou, accueille dans sa grande galerie, une vaste rétrospective qui achève, près de la Seine, un voyage débuté à Londres avec des arrêts à Stuttgart et Düsseldorf. Près de deux cent cinquante œuvres, dont beaucoup viennent de collections particulières et des grands musées des Etats-Unis.
Avec la même allégresse et la même ironie, Max utilise le collage, le frottage, le grattage, le décalcomanie, le roman collage, le pinceau. Que de jubilation quand il projette ses visions d'un extraordinaire univers végétal, minéral, humide, ouvert à tous les fantasmes, accueillant toutes les visions d'un au-delà ! Alors que la vieille Europe, saignée par sa première grande guerre, hoquette et tremble, que les fascismes commencent à se répandre, que les partisans de Staline croient aux lendemains joyeux, Max Ernst glisse entre les tragédies, virevolte avec ses personnages. Il jardine le rêve, cultive l'ailleurs, récolte l'autrement.
De son enfance près de Cologne, tout au long de ses séjours en France ou en Amérique, Max Ernst ne s'est jamais monté du col. Il n'ignore pas sa valeur. Il sait que Picasso demeure le maître absolu, flanqué de Braque, le patron. Cela ne l'empêche pas de s'épanouir. A Beaubourg, il donne raison à Paul Eluard qui, en 1937, salue "ce peintre comme un poète très haut" et à André Breton qui, plus tard, relève : "L'esprit qui habite Max Ernst n'a jamais été prisonnier de l'enveloppe humaine."
Max Ernst ne propose pas de message, n'administre pas de leçons, ne rassemble pas de disciples même si, dans les années 40, il imprime une marque sur les artistes américains. Il ne cesse de nous promener dans un monde où l'irréel, quelque part, se révèle plus fort que le réel.

P.Y.



Max Ernst : "L'énigme de l'Europe centrale", gouache sur motif imprimé, 1920. 15 x 22 cm. Collection particulière. ▼

Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 27 janvier 1992. Grande galerie, 5e étage. Semaine : 12 h - 22 h. Dimanche : 10 h - 22 h. Fermé le mardi. Catalogue 400 p., 390 F.

CINEMA

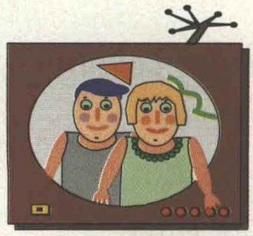
"Le Pas suspendu de la cigogne"

Une des œuvres les plus réussies d'Angelopoulos, magnifiquement photographiée.
L'action se situe dans une ville de la Grèce du Nord, tout près de la frontière, où vivent des réfugiés en attente d'autorisation ou de refoulement. Un jeune reporter croit reconnaître, parmi eux, un ministre (Marcello Mastroianni), disparu mystérieusement quelques années auparavant. Il fait appel à son ex-épouse (Jeanne Moreau) pour l'identifier.
"Mélancolie de la fin du siècle", ce titre du livre écrit par le ministre disparu pourrait définir l'œuvre de Théo Angelopoulos. La politique et les politiciens ne sont plus crédibles, ce n'est qu'une histoire de carrière. Voilà pourquoi il a quitté sa fonction pour vivre avec les plus défavorisés.
Si Angelopoulos rassemble pour la première fois, trente ans après "La Notte", le couple Moreau-Mastroianni, ce n'est pas le fait du hasard. Il n'a jamais caché sa dette à l'égard d'Antonioni. Cinéaste de la Grèce contemporaine, au style reconnaissable entre tous, dont toute l'œuvre, qui allie beauté formelle et lutte idéologique contre les oppresseurs, est une réflexion pessimiste sur notre époque. C'est également un virtuose du plan-séquence, notamment lors de la rencontre entre le disparu et sa femme. Mais le film culmine dans la superbe scène du mariage où les époux sont séparés par le fleuve.
Un homme s'approche de la frontière, symbolisée par une bande sur le sol. Au-delà, l'inconnu et la mort. Il lève le pied comme pour franchir cette limite et reste suspendu quelques instants. C'est le pas de la cigogne. Beau symbole de l'angoisse des temps modernes.

C.P.



▼ *Jeanne Moreau et Marcello Mastroianni.*



TV

MAIGRET

Le Maigret nouveau est arrivé. Il possède toutes les saveurs désirables et on sent, dès les premières images, qu'il vieillira bien. 1981 se révèle une bonne année ! Bruno Cremer, sans effort, se place dans la lignée des grands Maigret : Pierre Renoir, exceptionnel ; Harry Baur et Jean Gabin, solides et musclés. Pendant des années, on supporta la piquette Jean Richard qui, à chaque apparition, ridiculisait ce malheureux commissaire en l'affligeant de tics et d'un ton insupportable... "Maigret et la Grande Perche", réalisé par Claude Goretta, offre un commissaire solide et cohérent. Il ne se perd pas dans les détails car il souhaite, d'abord, saisir les motivations profondes du criminel. La psychologie plutôt que les interrogatoires musclés. L'esprit de finesse remplace les mitraillettes. A2 tient un bon film...

Yehudi Menuhin, un portrait de famille, documentaire britannique de Tony Palmer (FR3-La Sept) ne serait-il qu'une descente dans les abîmes d'un fabuleux virtuose qui, doté d'une mère intransigeante, possessive, insupportable, a asséché le cœur de celui qui fut un enfant prodige avant d'entamer et de poursuivre une extraordinaire carrière ? A écouter les témoignages de ses enfants et de ceux de Menuhin on constate que la férocité de cette femme a eu des conséquences tragiques. Un modèle d'éducation ratée et de vie peut être, quelque part, gâchée. On écoute, on voit, on entend Menuhin, mais, après les images de Tony Palmer, un autre Menuhin surgit, différent de plus d'un demi-siècle de clichés.

Jean Loiseau et Dominique Duchâteau avec "Les Vaisseaux du désert" (Thalassa-FR3), soulignent l'aveuglement des membres éminents de la Compagnie du canal de Suez incapables de comprendre, dans les années 50, la montée du nationalisme égyptien, refusant de croire les discours et les exhortations de Nasser. Il s'agit, pour la Compagnie, de gagner un maximum d'argent en négligeant le pays que traversait le canal. La compagnie a fait une reconversion éclatante et, du côté de Suez, les choses ne vont pas mal, pour le meilleur profit du gouvernement égyptien.

Jean-Marie Cavada, a été doublement récompensé à la "Nuit des 7 d'or". "La Marche du siècle" (FR3), depuis longtemps, semaine après semaine, donne l'essentiel sur les véritables problèmes de notre société. Sans démagogie et sans voyeurisme, avec intelligence, il traite les téléspectateurs en citoyens.

Et puis, avec suspense, la France a gagné la finale de la coupe Davis. Une suite de matchs à émotion. Forget, Noah, Leconte, sur et près du court, étaient habités par le génie tennistique. Formidable !

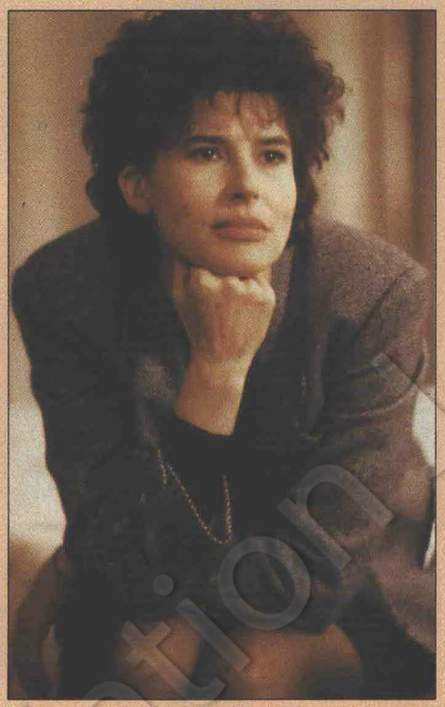
P.Y.

FANNY ARDANT

"Rien que des mensonges", son dernier film, sort ces jours-ci. Un beau portrait de femme. Chez Fanny Ardant, "Fanny l'ardente", émotion et passion dominent. Ses personnages lui ressemblent. Truffaut, Resnais, Scola, elle a tourné avec les plus grands.

Lors d'un tournage, vous attachez beaucoup d'importance aux rapports que vous avez avec les acteurs. Est-ce que l'affectivité domine la raison dans votre jeu ?
Oui. Il ne faut pas que j'aie l'impression de construire un personnage mais, au contraire, que je me laisse aller. Ce que j'aime chez un acteur, c'est le regard.
Si, en jouant, on sent dans son regard que la caméra a été oubliée, alors c'est bon. On oublie le metteur en scène qui s'agite, on oublie tout. J'aime me plonger complètement dans la minute présente. J'aime les acteurs qui me désarçonnent. Une émotion que je n'avais pas prévue dans la façon de regarder ou de tendre la main fait que, tout d'un coup, on est en vol plané, sans filet. C'est une alchimie très bizarre. Les mots étaient prévus, les déambulations aussi, mais il y a ce petit moment magique, fragile, où cette vie est encore plus vraie que la vie.
Il ne sert à rien d'avoir répété une scène dans sa salle de bains, comme dans "La Nuit américaine", en se lavant les dents, et de s'être dit : "Je la jouerai comme ça". Durant le tournage, les relations avec les autres sont intenses. Il y a une qualité de rencontre qui tient au fait qu'on est réunis par la même tension, vers le même but, isolés du reste du monde. Le regard, la chaleur de quelqu'un, voire l'ironie ou la méchanceté, me sont nécessaires. C'est comme pour danser, on ne danse pas bien toute seule, il faut être deux.

Vos personnages sont habités par la passion amoureuse. Est-ce qu'une passion finit toujours mal ?
Si on n'est pas capable de la vivre : oui. "La Femme d'à côté", c'était la démonstration qu'on peut vivre un amour passionnel au XXe siècle. Tragiquement. Les amants meurent tués par l'un d'eux. Des faits divers semblables se trouvent dans les journaux. Le sens du film est porté par sa fin. Moi, je trouve qu'il finit très bien. J'aime mieux cela que la résignation de chacun dans son petit pavillon de banlieue à attendre la mort. Qu'appelle-t-on finir mal ? Mourir, est-ce finir mal ? De toutes manières, qu'on rate une histoire d'amour ne prouve pas qu'une histoire d'amour ne peut pas durer toute une vie. L'échec est lié aux êtres humains, il n'est pas inhérent à la passion. Dans une histoire d'amour, la passion ne suffit pas. Ce n'est pas parce qu'on est passionné par quelqu'un qu'on va l'être toute sa vie. Il faut de l'intelligence, de l'invention dans les rapports. Il y a ce qu'on atteint et ce qu'on n'arrivera jamais à atteindre. Et c'est cela qui alimente la passion. On pourrait la considérer comme la recherche de la Toison d'Or, la quête du Graal. Cela vaut la peine, toute sa vie, d'être tendue vers quelque chose qu'on n'atteindra jamais. L'essentiel, ce n'est pas le but, mais l'effort pour l'atteindre. La passion, si vous la considérez comme la grande histoire de la vie, ce n'est pas d'être bien tranquille, d'élever ses enfants et d'attendre la mort.

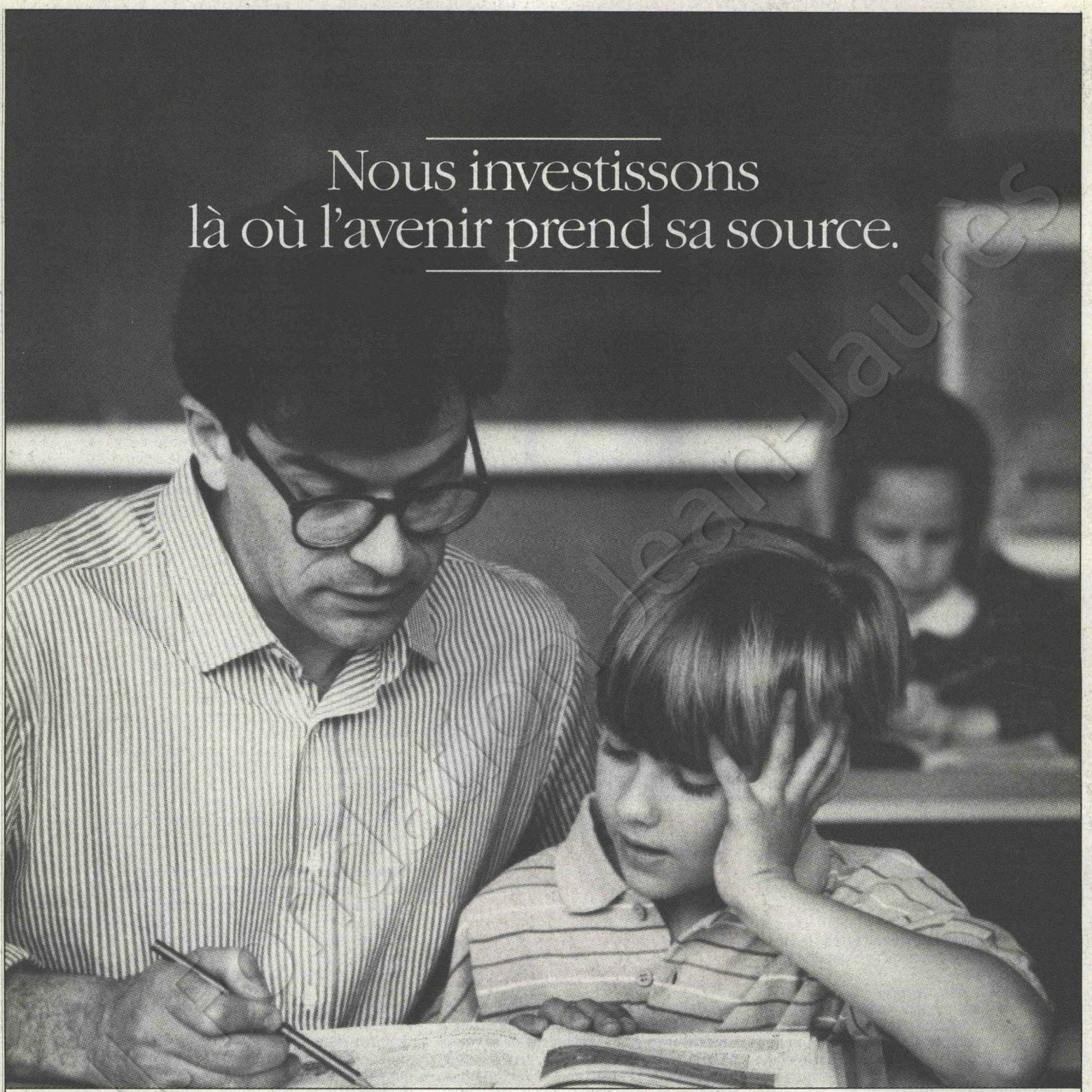


Le regard, la chaleur de quelqu'un, voire l'ironie ou la méchanceté, me sont nécessaires.

Vous avez trois filles, cela se passe-t-il comme vous l'imaginiez avant d'avoir des enfants ?
Je n'avais pas imaginé avoir des enfants et je n'avais pas d'idées sur l'éducation. Mais le fait d'en avoir m'a donné l'amour des enfants. Petit à petit, j'ai connu le plaisir d'être en leur compagnie. Au tout début, je considérais qu'ils m'empêchaient de sortir, qu'ils m'enlevaient ma liberté. Maintenant, leur présence, leur conversation est une des choses auxquelles je tiens le plus. J'ai, bien sûr, entendu de grands discours sur l'éducation, mais je crois que c'est une vaste rigolade. Ma seule conclusion est qu'il faut les aimer, les aimer, les aimer. Pour moi, les enfants sont un cadeau de la vie. Rire avec eux, recréer le monde comme eux, leur apprendre l'irrespect, la liberté de l'esprit et pas forcément à polariser sur le bac. Il faut alléger, soulever le couvercle, ôter de l'importance aux choses. J'aimerais que la vie soit un champ de roses pour mes enfants. Apporter une solution à leur interrogations, soulager leurs chagrins, leurs inquiétudes, leurs tourments. Mon père m'a légué cela. Quand j'avais des angoisses, il me les ôtait. J'avais l'impression que, tant qu'il serait là, il ne m'arriverait rien de grave. Et quand j'ai osé parler de mon désir de faire du théâtre, il a aimé la passion qui m'habitait. Il m'a aidée tout de suite et n'a jamais cherché à m'empêcher d'aller jusqu'au bout. Moi, je veux faire pareil. Leur apprendre la rigueur, l'exactitude, à se donner du mal. A connaître les risques qui les attendent, le sida, la drogue, le chômage. Il faut que je leur mette les cartes en mains : la carte de l'amour, la carte de la liberté, la carte de la mort.

"Rien que des mensonges" sort ces jours-ci. Vous y interprétez une femme de 40 ans. Y a-t-il un tournant à la quarantaine ?
Les tournants, les tranches d'âge sont surtout des clichés inventés par les médias : comment garder son amant à 50 ans ? comment aborder la soixantaine ? J'ai plus confiance en la réalité de chaque individu. La vie de chacun ne ressemble à aucune autre. Muriel a 40 ans, mais n'est pas représentative des femmes de son âge.
"Rien que des mensonges", c'est plutôt un moment dans la vie d'une femme. Muriel vit auprès d'un mari qui la délaisse. Le fil conducteur, c'est sa passion pour lui. C'est l'homme dangereux de sa vie, celui qui la prive de son oxygène, de son équilibre. Elle rêve d'un amour absolu, mais elle est prise au piège du mouvement de la vie. Alors, elle ment. C'est un film pris sur le vif, une tranche de vie, un arrêt sur image. Un film ouvert, où il n'y a pas de démonstration, pas de morale, où tout est en suspens, comme une musique. Pourquoi ment-elle? Pourquoi trompe-t-elle son mari? Que se passera-t-il après la fin du film? Il n'y a pas de réponse, pas de "happy end".

Propos recueillis par C.P.



En 1970, 60 % des enfants de trois ans étaient accueillis en maternelle. En 1990, ils sont 99 %.

En 1970, 167 000 lycéens devenaient bacheliers. En 1990, ils sont 385 000.

En 1970, 650 000 jeunes étaient étudiants. En 1990, ils sont 1 200 000.

Aujourd'hui la France compte 14 millions d'élèves et d'étudiants.

L'EDUCATION NATIONALE,
PREMIER BUDGET DE L'ETAT.